



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple-Un But-Une Foi

-----  
PRIMATURE

-----  
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

-----  
HAUT CONSEIL NATIONAL DE LA SECURITE SANITAIRE MONDIALE  
« ONE HEALTH »

-----  
COORDINATION DU PROGRAMME NATIONAL DE SECURITE SANITAIRE MONDIALE  
« ONE HEALTH »

\*-\*\_\*\_\*-\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

***STRATEGIE DE CHANGEMENT SOCIAL ET DE  
COMPORTEMENT POUR LA LUTTE CONTRE LA  
RESISTANCE AUX ANTIMICROBIENS***

2023-2027

*Janvier 2023*

**PRÉAMBULE**

**REMERCIEMENTS**

# RÉSUMÉ

## SOMMAIRE

PRÉAMBULE .....	2
REMERCIEMENTS.....	3
RÉSUMÉ.....	4
SOMMAIRE.....	5
ABRÉVIATIONS ET SIGLES .....	7
CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....	8
I. CLARIFICATION CONCEPTUELLE.....	10
II. RAPPEL SUR LE PLAN D'ACTION NATIONAL MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LA RAM.....	11
III. DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE DE CSC SUR LA RAM.....	16
3.1 Cadre théorique .....	16
3.1.1 Le modèle socio écologique.....	16
3.1.2 La Théorie de l'idéation.....	16
3.1.3 Le modèle trans-théorique.....	17
3.2 Processus d'élaboration de la stratégie .....	17
IV. ANALYSE DE LA SITUATION.....	19
4.1 Problématique.....	19
4.2 Situation pour certains secteurs clés .....	20
4.2.1 La santé humaine.....	20
4.2.2 La santé animale.....	21
4.2.3 L'agriculture.....	21
4.2.4 L'environnement.....	23
4.3 Contexte de la communication .....	24
4.3.1 Cadre institutionnel et niveau central .....	25
4.3.2 Intervenants et interventions au niveau central .....	26
4.3.3 Les intervenants et interventions au niveau périphérique.....	26
4.4 Analyse des pratiques des acteurs qui favorisent la RAM.....	30
4.4.1 La santé humaine.....	30
4.4.2 La santé animale.....	31
4.4.3 Agriculture.....	33
4.4.4 Environnement.....	35
V. CADRE STRATÉGIQUE .....	37

5.1	<b>But</b> .....	37
5.2	<b>Objectif général</b> .....	37
5.3	<b>Les parties prenantes</b> .....	37
5.4	<b>Les groupes cibles prioritaires</b> .....	41
5.5	<b>Comportements à promouvoir</b> .....	42
5.6	<b>Les objectifs de communication</b> .....	43
5.7	<b>Les axes de messages</b> .....	43
<b>VI.</b>	<b>INTERVENTIONS STRATÉGIQUES</b> .....	<b>47</b>
6.1	<b>La communication multimédia</b> .....	47
6.1.1	<b>Radio et TV</b> .....	48
6.1.2	<b>L'internet la téléphonie mobile</b> .....	48
6.1.3	<b>Communication visuelle</b> .....	49
6.1.4	<b>Canaux de communication interpersonnels</b> .....	49
6.2	<b>La mobilisation des communautés</b> .....	49
6.3	<b>Le Plaidoyer</b> .....	50
6.4	<b>Le Renforcement des capacités</b> .....	50
<b>VII.</b>	<b>PLAN D'ACTION</b> .....	<b>52</b>
<b>VIII.</b>	<b>SUIVI ET ÉVALUATION ET GESTION DES CONNAISSANCES</b> .....	<b>56</b>
<b>IX.</b>	<b>BUDGET</b> .....	<b>57</b>
	<b>Références</b> .....	<b>59</b>

## ABRÉVIATIONS ET SIGLES

<b>CCC</b>	Communication pour le Changement de Comportement
<b>CMU</b>	Couverture Maladie Universelle
<b>C4D</b>	Communication pour le Développement
<b>DGS</b>	Direction Générale de la Santé
<b>DLM</b>	Direction de la Lutte contre les Maladies
<b>DS</b>	Direction des Statistiques
<b>DSME</b>	Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant
<b>FAO</b>	
<b>IEC</b>	Information-Education-Communication
<b>MSAS</b>	Ministère de la Santé et de l'Action sociale
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>SWOT</b>	<b>S</b> trengths (Forces) <b>W</b> eaknesses (Faiblesses) <b>O</b> pportunities (Opportunités) <b>T</b> hreats (Menaces)
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la communication
<b>USAID</b>	

## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'autosuffisance alimentaire a toujours été un défi à relever pour les pays en voie de développement. Cependant, ces dernières décennies elle s'est soldée par l'intensification des productions animales dans le but de couvrir les besoins des populations en protéines animales. Cette modernisation s'est faite parfois sans maîtrise des règles d'hygiène, entraînant le développement dans les élevages de diverses pathologies aux conséquences souvent désastreuses pour les animaux, voire pour l'Homme.

En conséquence, la lutte contre ces maladies infectieuses a fait appel à plusieurs agents antimicrobiens en l'occurrence les antibiotiques dont la mauvaise utilisation s'accompagne de l'émergence la résistance aux antibiotiques (OMS, 2005).

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (2015), la résistance aux antimicrobiens menace le cœur même de la médecine moderne et la viabilité à long terme d'une riposte efficace pour préserver la santé publique mondiale face aux maladies infectieuses.

Comme dans la plupart des pays du Sud, les nombreuses priorités (accès aux soins des populations, santé maternelle et infantile, infection à VIH, paludisme) ont pendant longtemps occulté le problème de la résistance aux antibiotiques. Avec les nombreuses conséquences liées à ce fléau, l'OMS a recommandé à tous les pays lors de l'assemblée mondiale de la santé en 2015 d'élaborer un programme national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens (OMS, 2015)

Au Sénégal, en 2017, le plan de lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) a été élaboré suivant l'approche « Une seule santé » sous l'impulsion du Haut Conseil national de sécurité sanitaire mondiale (HCNSSM) « One health » qui assure la coordination de la mise en œuvre de l'approche « One health » au Sénégal.

Le Haut Conseil national de la Sécurité sanitaire mondiale (HCNSSM) « One health » a déployé des efforts remarquables, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, pour impulser une synergie et une complémentarité des interventions de divers secteurs. Ainsi, des interventions significatives ont été menées dans les domaines de la santé humaine, de la santé animale, de la santé environnementale, de la santé végétale, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la sécurité sanitaire des aliments, de la sécurité publique et de la sécurité civile qui contribuent à l'amélioration des indicateurs de développement durable.

Toutefois, il demeure encore des défis pour asseoir avec efficacité et efficience des stratégies permettant d'adresser correctement les comportements à risque ; notamment par rapport à l'utilisation des antimicrobiens, qui impactent sur l'émergence et la propagation de la RAM.

Au cours de l'évaluation externe conjointe (EEC) 2016, le Sénégal a obtenu une note de 1 sur 5 pour les indicateurs « infections causées par des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens (RAM) » et « Surveillance des activités de gestion des antimicrobiens ». Il a également eu la note de 3 sur 5 pour l'indicateur « Programme de prévention et de lutte contre les infections associées aux soins de santé ». Le groupe thématique RAM a été mis en place et constitue un cadre technique de réflexion et



d'élaboration stratégique pour adresser la problématique de la RAM, afin de relever les scores issus de l'Évaluation Externe Conjointe de novembre 2016, conformément au Plan d'Action National sur la Sécurité Sanitaire 2017-2021.

Pour ce faire, il est urgent de concevoir une stratégie adaptée de Changement Social et de Comportement (CSC) dont la mise en œuvre est connectée à une action collective et coordonnée de tous les partenaires de la lutte contre la RAM.

Il est admis qu'au-delà des aspects techniques liés à l'offre de services, des efforts pour impulser des changements dans les perceptions, les attitudes et pratiques des acteurs et des communautés sont nécessaires pour l'efficacité des actions dans la lutte contre le RAM. C'est ainsi que le projet USAID/ Breakthrough ACTION, du fait de son expertise en matière de CSC, a été mandaté pour appuyer le processus d'élaboration d'une stratégie de CSC pour lutter contre la RAM.

## I. CLARIFICATION CONCEPTUELLE

**Résistance aux anti microbiens** : On parle de résistance antimicrobienne lorsque les médicaments qui étaient autrefois efficaces pour traiter une infection donnée ne fonctionnent plus parce que les micro-organismes (comme les bactéries, les champignons, les virus et les parasites) se sont adaptés au médicament et n'y sont plus sensibles. Le micro-organisme reconnaît le médicament et peut le contourner, de sorte que le médicament n'est plus efficace - les gens restent malades même lorsqu'ils prennent des médicaments. Par exemple, le parasite qui cause le paludisme est devenu résistant à la chloroquine, ce qui signifie que ce médicament n'est plus efficace pour soigner les paludéens.

Il est établi que la plupart des causes de la résistance aux antimicrobiens résulte d'une utilisation inadéquate et inappropriée des antimicrobiens. C'est pourquoi, la stratégie pour le changement social et de comportement pour la prévention de la RAM constitue un moyen efficace pour adresser les déterminants comportementaux qui sous-tendent la mauvaise utilisation des médicaments.

**Antimicrobien** : C'est une famille de substance utilisée comme médicament qui tue les microbes ou ralentissent leur croissance tels que les bactéries, les virus, les parasites et les champignons. Les antimicrobiens sont composés d'antibiotiques pour combattre les bactéries, d'antiviraux pour les virus, d'antiparasitaires pour les parasites et d'antifongiques pour les champignons.

**Résistance aux antimicrobiens abrégés RAM** : C'est la capacité du microbe à résister à l'action d'un médicament antimicrobien auquel il était jusque-là sensible. C'est lorsque les antimicrobiens perdent leur efficacité vis-à-vis des microbes.

**Utilisation rationnelle des antimicrobiens** : utilisation optimale et adéquate des médicaments antimicrobiens dont l'efficacité est connue et présentant le plus faible risque de rendre le microbe résistant.

**Test diagnostic** : Technique médicale permettant d'identifier la nature ou la cause du mal dont souffre un patient.

**Antibiogramme** : Technique d'analyse au laboratoire qui vise à tester la sensibilité d'une bactérie vis-à-vis d'un ou plusieurs antibiotiques. En d'autres termes, c'est un examen d'analyse médical qui permet de savoir si un ou plusieurs antibiotiques connus sont efficaces ou pas pour traiter une infection causée spécifiquement par une bactérie.

**Vendeurs informels**

## II. RAPPEL SUR LE PLAN D'ACTION NATIONAL MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LA RAM

Conformément aux recommandations de l'Assemblée mondiale de la Santé, tenue en mai 2015, le Sénégal a élaboré un Plan d'action national multisectoriel de surveillance et de lutte contre les résistances aux antimicrobiens en 2017. L'élaboration de ce plan d'action marque l'engagement de l'Etat du Sénégal à contribuer à l'effort mondial de lutte contre le fléau de la RAM et d'asseoir une meilleure santé globale.

A l'instar du plan d'action mondial contre la RAM élaboré par l'OMS et ses partenaires en 2015, le plan d'action RAM du Sénégal souligne la nécessité de la mise en place d'une approche « une seule santé » qui implique une coordination de tous les secteurs impliqués parmi lesquels la santé humaine, la santé animale, la santé végétale, la santé environnementale, les finances et les consommateurs de denrées alimentaires.

### 2.1 Axes d'intervention prioritaires

L'objectif global de ce plan d'action (2017-2022) est d'apporter une réponse efficace, à travers une approche intégrée (One Health), à la menace croissante de la résistance aux antimicrobiens au Sénégal. Par ailleurs les objectifs spécifiques suivants ont été fixés :

- Renforcer les capacités des laboratoires de tous les secteurs pour la détection et la notification de tous les agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens ;
- Assurer la surveillance des infections causées par tous les agents pathogènes prioritaires résistants aux antimicrobiens ;
- Lutter contre les infections associées aux soins de santé ;
- Assurer une gestion et une utilisation rationnelles des antimicrobiens ;
- Informer et sensibiliser sur la problématique de la résistance aux antimicrobiens.

Ce plan d'action a permis d'avoir de résultats probants en termes de lutte contre la RAM grâce à l'appui de l'Etat et des partenaires techniques et financiers (PTF) comme FAO, USAID/Breakthrough ACTION, USAID/Path, Fondation Mérieux, USAID/Mtaps, l'OMS, l'OMSA et le PNUE. Il existe également beaucoup de projets qui ont contribué à la mise en œuvre de ce plan d'action comme le Fonds Fleming, le Projet REDISSE, FAO ECTAD et DESIGN.

### 2.2 Cadre institutionnel de la lutte contre la RAM

La gouvernance de la lutte contre la RAM s'effectue selon les niveaux essentiels suivants :

#### **Niveau international**

Les organisations internationales (OMSA, OMS, FAO, PNUE) jouent un rôle de premier plan dans la gouvernance de la RAM au niveau mondial. Elles interviennent en synergie à travers un cadre stratégique de collaboration sur la résistance aux antimicrobiens qui promeut des interventions collectives de lutte contre la RAM suivant l'approche « One Health ».

Ce Cadre a pour but de préserver l'efficacité des antimicrobiens et d'assurer un accès durable et équitable à ces produits dans le cadre d'un usage responsable et prudent pour la santé humaine,

animale et végétale, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il vise les objectifs suivants :

- Optimiser la production et l'utilisation des antimicrobiens tout au long de leur cycle de vie, de la recherche-développement à leur élimination
- Diminuer l'incidence des infections humaines et animales et de celle des végétaux pour réduire l'émergence et la propagation de la résistance aux antimicrobiens.

La quadripartite joue un rôle de chef de file pour contribuer à atteindre ce but et ces deux objectifs, en favorisant une riposte concertée au niveau national, régional et mondial fondée sur l'approche « Une seule santé » associant tous les secteurs et parties prenantes, y compris d'autres organisations multilatérales.

Les deux objectifs sont étroitement liés. Le premier reconnaît que les antimicrobiens nouveaux et existants sont des biens mondiaux et que de ce fait leur utilisation doit être optimisée à toutes les étapes de leur cycle de vie, à commencer par des projets de recherche-développement bien conçus et dotés de ressources suffisantes, envisageant aussi des alternatives aux antimicrobiens et à leur usage.

Afin de réduire l'émergence et la transmission d'agents pathogènes résistants, il faudra des politiques, des cadres réglementaires, des systèmes, des lignes directrices et des moyens financiers, tous nécessaires pour assurer à tous ceux qui en ont besoin un accès équitable aux antimicrobiens nouveaux et existants, pour préserver l'efficacité des antimicrobiens grâce à une utilisation responsable et prudente, pour assurer une gestion sans risque des déchets issus de leur production, des établissements de santé, des exploitations agricoles et des communautés et pour réduire les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments.

Le second objectif reconnaît l'importance des mesures de prévention des infections qui réduisent à la fois les besoins en antimicrobiens et l'émergence et la propagation d'agents pathogènes résistants. Les mesures de lutte anti-infectieuse dans les exploitations agricoles, les systèmes alimentaires, les établissements de santé et les communautés font partie d'un vaste programme fondé sur le principe « Une seule santé » et portent notamment sur : l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène ; la sûreté biologique ; et les mesures propres à limiter la pollution de l'environnement et à réduire les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments. Pour réduire l'incidence des infections, il faut aussi se préoccuper de la santé humaine, animale et végétale au moyen de pratiques propres à la favoriser et à assurer une production durable, notamment en matière de nutrition, de bien-être animal, de vaccination et de promotion de bonnes pratiques agricoles pour améliorer la résilience face aux maladies et aux nuisibles et réduire la demande et les besoins concernant les antimicrobiens dans tous les secteurs.

La résistance aux antimicrobiens ayant une incidence et un impact sur l'ensemble des secteurs liés au développement, on pourra en atteignant le but et les objectifs de l'Alliance tripartite et du PNUE et ainsi progresser sur le front de plusieurs objectifs de développement durable, notamment l'ODD 1 (pas de pauvreté) ; l'ODD 2 (faim zéro) ; l'ODD 3 (bonne santé et bien-être, y compris l'indicateur 3.d.2. – réduction des infections sanguines dues à certains micro-organismes résistants aux antimicrobiens) ; l'ODD 6 (eau propre et assainissement) ; l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) ; l'ODD 12

(consommation et production responsables) ; et l'ODD 17 (partenariats) ; ainsi que d'autres ODD concernant par exemple l'égalité des sexes, les changements climatiques, la vie terrestre et la vie aquatique.

La tripartite et le PNUE ont également élaboré divers documents techniques qui constituent la base des différentes stratégies de lutte contre la RAM dans les différents pays<sup>1</sup>.

Enfin, la tripartite et le PNUE ont mis en place le Fonds fiduciaire multipartenaires contre la résistance aux antimicrobiens qui est un instrument de financement et d'accompagnement des états dans la lutte contre la RAM en sus de l'accompagnement techniques de financiers des représentations régionales de ces organisations à travers de multiples projet comme FAO/ECTAD.

### **Au niveau continental et sous régional**

Bien qu'il n'existe pas à ce jour une législation spécifique sur la RAM aux niveaux continental et communautaire, l'Union Africaine et l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont émis un certain nombre de dispositions réglementaires en vue d'assurer la sécurité sanitaire dans tous les secteurs de la santé publique. L'application de ces règlements pourrait permettre de réduire les méfaits de la RAM au niveau continental ou communautaire. Au nombre de ces règlements, on peut citer selon les secteurs :

#### ➤ **Santé humaine**

- ***Loi type de l'Union Africaine sur la réglementation des produits médicaux***

Cette loi type a été établie dans le cadre du Programme d'harmonisation de la régulation médicale en Afrique et du NEPAD. Elle a pour but d'établir un système efficace et efficient de réglementation et de contrôle des produits médicaux et de veiller à ce que ces produits répondent aux normes requises de sécurité, d'efficacité et de qualité (Art 3)

- ***Décision n°09/2010/CM/UEMOA portant adoption du Guide de bonnes pratiques de distribution et d'importation des produits pharmaceutiques à usage humain dans les États membres de l'UEMOA ;***
- Règlement n°02/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation de la réglementation pharmaceutique dans les États membres de l'UEMOA ;
- Règlement n°04/2020/CM/UEMOA relatif aux procédures d'homologation des produits pharmaceutiques à l'usage humain dans les États membres de l'UEMOA ;
- Directive n°06/2020/CM/UEMOA portant statut des autorités de réglementation pharmaceutique des États membres de l'UEMOA.

#### ➤ **Santé animale**

- ***Le Règlement n° 01/2006/CM/UEMOA portant création et modalités de fonctionnement d'un comité vétérinaire au sein de l'UEMOA***
- La mise en place d'un comité technique consultatif, dénommé "Comité Vétérinaire de l'UEMOA" qui a fait l'objet de ce règlement émane de la décision du Conseil des Ministres de l'UEMOA d'harmoniser les textes législatifs et réglementaires dans les domaines de la santé et du bien-être des animaux aquatiques et terrestres, de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale,

---

<sup>1</sup> Voir annexe

de la pharmacie vétérinaire, des zoonoses et de la profession vétérinaire ; mais aussi de la nécessité d'instituer des concertations permanentes entre les États membres de l'Union.

- ***Le Règlement n° 02/2006/CM/UEMOA établissant des procédures communautaires pour l'autorisation de mise sur le marché et la surveillance des médicaments vétérinaires et instituant un comité régional du médicament vétérinaire***, modifié par le Règlement n° 08/2010/CM/UEMOA. Ce règlement a pour objet d'établir des procédures communautaires, pour l'autorisation et pour la surveillance des médicaments à usage vétérinaire, et l'institution d'un Comité régional des médicaments vétérinaires pour l'évaluation des médicaments (Art 4). Ses dispositions s'appliquent aux médicaments vétérinaires destinés à être mis sur le marché, qu'ils soient présentés notamment sous la forme de spécialités pharmaceutiques, de médicaments vétérinaires préfabriqués, de prémélanges médicamenteux (art 2) ; ils ne s'appliquent pas aux aliments médicamenteux (art 3).

➤ **Secteur de la Santé végétale et de la sécurité des aliments**

- ***Le Règlement de l'UEMOA relatif à la sécurité sanitaire des végétaux, des animaux et des aliments dans l'Union***

Le Règlement en question vise à établir les principes généraux ainsi que les dispositions et procédures organisationnelles permettant d'assurer la sécurité sanitaire des végétaux, des animaux et aliments, au niveau communautaire et au niveau national. Il institue les structures et mécanismes de coopération en matière de sécurité sanitaire au sein de l'UEMOA. Il s'applique à toutes étapes de la production, de la transformation et de la distribution des végétaux, des animaux et des aliments commercialisés

**NB :** L'Union africaine à travers le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) et le Bureau interafricain des ressources animales (BIRA) soutient les interventions de lutte contre la RAM. De même, certaines institutions de la CEDEAO comme l'Organisation ouest africaine de la santé (AOOAS), le Centre régional de la santé animale et l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation contribuent dans la lutte contre la RAM.

**Au niveau national**

Plusieurs acteurs interviennent dans la lutte contre la RAM au Sénégal. Ils sont constitués essentiellement par les ministériels sectoriels et les différents démembrements (Ministère de l'Elevage et des productions animales, Ministères de la santé et de l'action sociale, Ministre de l'Agriculture, de l'Equipement Rural et de la Souveraineté alimentaire, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation , Ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition Ecologique...), les universités ( ), les laboratoires publics ou privés (Institut Pasteur IRESSEF, Laboratoire national de santé publique,...), les membres de la société civile et les partenaires techniques et financiers (OMSA, FAO, OMS, PNUE, USAID/Breakthrough ACTION, USAID/MTaPS....).

Il existe un cadre de coordination des interventions multisectorielles de la lutte contre la RAM assuré par le Haut Conseil national de sécurité sanitaire mondiale (HCNSSM) « One health »

Placée sous la tutelle administrative de la primature, le HCNSSM-OH est chargé de veiller à la synergie et à la complémentarité des secteurs en charge de la santé humaine, de la santé animale, de la santé

environnementale, de la santé végétale, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la sécurité sanitaire des aliments, de la sécurité publique et de la sécurité civile.

Il possède entre autres organes, un groupe thématique RAM qui est un cadre d'échanges, de réflexion et d'élaboration des différentes stratégies multisectorielle de gouvernance et de surveillance de la résistance aux antimicrobiens.

Une bonne partie du financement des interventions multisectorielle de lutte contre la RAM est assurée par l'Etat à travers l'accord de financements de la banque mondiale (projet REDISSE) et les projets nationaux.

Le Groupe thématique RAM bénéficie également de l'appui financier et technique de beaucoup d'organisations internationales dans le cadre du programme de sécurité sanitaire mondiale. Il s'agit notamment de l'USAID à travers ses partenaires de mise en œuvre comme FAO, Breakthrough ACTION, MTaPS, PATH.

De même, le gouvernement britannique a apporté au Sénégal un appui financier considérable pour la mise en œuvre de son plan d'action RAM à travers le Fonds Fleming.

### III. DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE DE CSC SUR LA RAM

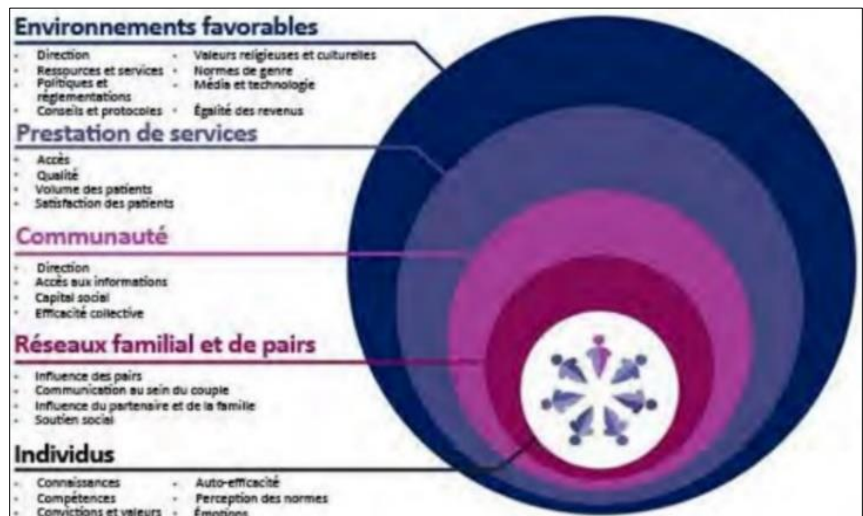
#### 3.1 Cadre théorique

Le changement social et de comportement (CSC) fait référence aux interventions visant à comprendre et à favoriser l'évolution des comportements y compris les normes sociales et les déterminants environnementaux qui les sous-tendent. La conception et la mise en œuvre des stratégies de CSC reposent sur des cadres théoriques inspirés de diverses disciplines.

Le développement des interventions de CSC dans le cadre de cette stratégie sur la RAM sera adossé sur trois modèles théoriques clés : le modèle socio-écologique ; la théorie de l'idéation et le modèle des étapes du changement de comportement (le modèle trans-théorique).

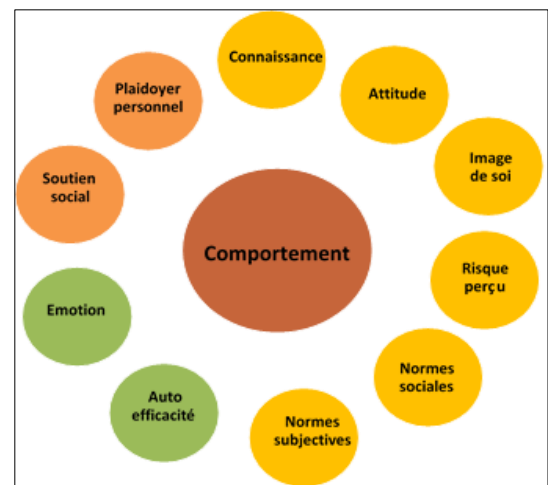
##### 3.1.1 Le modèle socio-écologique

Ce modèle offre un cadre cohérent pour une prise en charge holistique des déterminants comportementaux des problèmes de santé. Le modèle socio-écologique permet d'identifier les principaux obstacles et facteurs de motivation en faveur du changement et de concevoir et de mettre en œuvre un ensemble exhaustif d'interventions visant à soutenir et à encourager les comportements positifs. Selon ce modèle, le comportement d'une personne est influencé par de nombreux facteurs à la fois au niveau individuel, de la famille, de la communauté, des institutions et des politiques.



##### 3.1.2 La Théorie de l'idéation

Le terme d'idéation est généralement utilisé dans le domaine du marketing et de l'innovation pour désigner un processus organisé de génération d'idées. Une action prise par un individu ou une collectivité est l'effet d'une série de facteurs combinés. Il s'agit d'identifier les facteurs les plus significatifs afin de les influencer. Les facteurs d'idéation sont regroupés en trois catégories : cognitives (attitudes, connaissances, image de soi, perception des risques, normes sociales, normes subjectives) ; émotionnelles (Emotions, Auto-efficacité) et social : (soutien social, plaidoyer personnel).



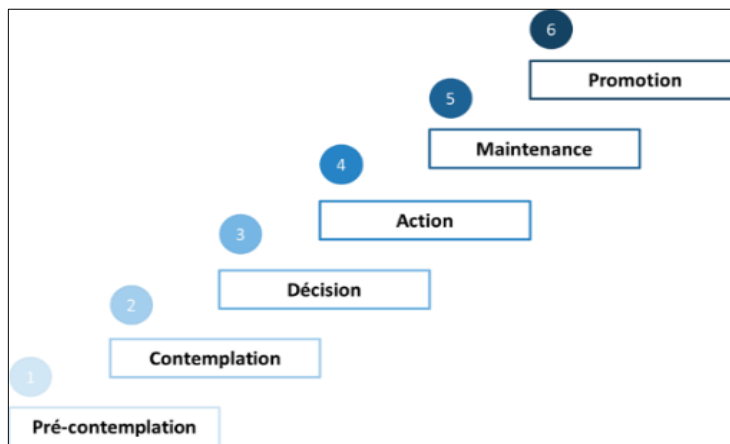


### 3.1.3 Le modèle trans-théorique

Le Modèle Trans théorique, ou Modèle des étapes du changement de comportement, essaie d'expliquer le comportement de santé sans tenir compte de facteurs théoriques précis. Le modèle postule que le changement de comportement s'opère selon les étapes suivantes :

- Préconscience (pré-contemplation).
- Conscience (Contemplation).
- Décision/Intention (Préparation).
- Action.
- Maintien.
- Promotion

A chaque étape du changement de comportement correspond des interventions de communication appropriées. L'analyse des comportements permettra d'identifier les niveaux auxquels se situent les différentes populations ciblées.



### 3.2 Processus d'élaboration de la stratégie

Le processus d'élaboration de la stratégie de CSC sur la RAM a été conduit selon les étapes suivantes :

#### **Collecte et analyse des données :**

Le cabinet recruté pour la recherche qualitative a procédé à la collecte des données dans quatre régions (Dakar, Kolda, Saint Louis et Tambacounda). Par la suite, l'analyse a été effectuée de manière participative avec l'équipe de recherche et des membres du groupe technique sur la RAM.

#### **Tenue d'un atelier de développement stratégie CSC**

Afin de développer les éléments clés de la stratégie, un atelier de quatre jours a été organisé avec les principales parties prenantes : santé humaine, santé animale, environnement et agriculture, universitaires, représentants de la société civile ; des bénéficiaires des interventions, des prestataires de services ainsi que des partenaires techniques et financiers (FAO et PATH). Cet atelier a permis de disposer des éléments permettant l'élaboration du draft de stratégie de CSC sur la RAM.

L'analyse comportementale a été effectuée selon deux séquences : d'abord un croisement entre l'outil SWOT et les quatre niveaux du modèle socio écologique ; ensuite une sélection des déterminants comportementaux les plus significatifs inspirée de la théorie de l'idéation.

#### **Tenue d'un atelier de revue globale du draft de stratégie**

A la suite de l'atelier de développement des éléments clés de la stratégie CSC, le facilitateur principal a procédé à la finalisation des travaux des groupes et élaboré un draft de document

Le draft de stratégie intégrée de CSC a été passé en revue au cours d'un atelier de trois jours. L'atelier s'est déroulé sous forme de travaux de groupes et restitutions en plénières. Les groupes ont été constitués en fonction des domaines prioritaires retenus.

### ***Atelier de validation technique de stratégie CSC***

Au cours d'un atelier de 3 jours, les participants ont examiné de manière approfondie la version consolidée de stratégie intégrée de CSC. Cette activité avec une forte participation de membres du groupe techniques sur la RAM a permis d'affiner les différentes parties et d'aligner davantage le document sur le plan d'action sur la RAM.

### ***Elaboration du document consolidé de la stratégie CSC***

Le facilitateur a procédé à la consolidation des contenus et soumis une version pré finalisée du document pour dernière lecture par des personnes ressources de différents secteurs.

### **Validation politique de la stratégie intégrée CSC :**

Un atelier d'une journée est organisé en présence des autorités et des PTF pour présenter la stratégie. Les dernières recommandations sont intégrées dans une version finale du document de stratégie de CSC.

## IV. ANALYSE DE LA SITUATION

### 4.1 Problématique

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) la résistance aux antimicrobiens (RAM) est l'une des plus grandes menaces pour la santé publique actuellement et le futur proche<sup>2</sup>. La lutte contre la RAM fait partie intégrante de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'augmentation des niveaux de RAM rendra plus difficile la réalisation de certains objectifs comme l'éradication de la pauvreté, la garantie d'une vie saine, la réduction des inégalités, un meilleur accès à l'eau potable, la revitalisation du développement mondial, l'assainissement<sup>3</sup>. Les projections d'experts concernant la RAM sont très alarmantes. Elles la placent au premier rang des préoccupations de santé publique mondiale avec près de dix millions de décès annuels à l'horizon 2050 en l'absence des plans d'action nationaux adéquats mis en œuvre par les Etats. La RAM engendre chaque année à travers le monde au moins 700.000 décès dus à des maladies pharmaco résistantes<sup>4</sup>. L'augmentation de la résistance aux médicaments dans le cadre du traitement du VIH, de la tuberculose et du paludisme est l'un des principaux obstacles à l'élimination de ces maladies. On estime que la tuberculose pharmaco résistante cause à elle seule 230 000 décès par an<sup>5</sup>. En plus des coûts humains, la RAM a également des coûts économiques importants pour les hôpitaux, le système d'assurance maladie, le secteur agricole, l'environnement et la végétation. Les coûts élevés des traitements et les infections chroniques appauvriront des millions de personnes. On estime que 28,3 millions de personnes supplémentaires, dont la plupart vivraient dans les pays à faible revenu, pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici à 2050 à cause de la RAM (1). Dans ces mêmes pays, la production animale diminuerait jusqu'à 11 % d'ici à 2050 dans le cadre d'un scénario d'impact élevé de la RAM.

Cette menace sur la santé publique mondiale a suscité l'Assemblée mondiale de la Santé en 2015 à l'élaboration du Plan d'action mondial pour combattre la RAM ([GAPAMR](#)) et a recommandé l'élaboration de plans d'action au niveau national par chaque État membre.

Au Sénégal comme ailleurs, la RAM est un problème multirisque et multi-secteur et de plus en plus critique pour divers domaines de développement (santé, agriculture, élevage...) du pays. Au Sénégal, l'utilisation d'antimicrobiens dans le secteur de l'élevage est passée de 11.435 kg en 2015, à environ 39.000 kg en 2021, soit une hausse de plus 340% ([à confirmer par le point focal RAM](#)). Compte tenu de la menace de l'utilisation croissante et non contrôlée d'agents antimicrobiens, de l'interdépendance de la santé humaine et animale, de la production végétale, de la sécurité alimentaire et de l'environnement, une approche « Une seule santé » est indispensable pour lutter efficacement contre la RAM. En effet, des composés antimicrobiens et leurs métabolites provenant du secteur de la santé animale peuvent se retrouver dans la santé humaine à travers la consommation de produits agricoles et vis-versa. De plus, l'évaluation externe conjointe réalisée en décembre 2016 sur la mise en œuvre des capacités du RSI a

<sup>2</sup> <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/antibiotic-resistance>

<sup>3</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/323311493396993758/pdf/final-report.pdf>

<sup>4</sup> Organisation Mondiale de la Santé animale, Novembre 2016 La stratégie de l'OIE sur la résistance aux agents antimicrobiens et leur utilisation prudente

<sup>5</sup> <https://apps.who.int/iris/handle/10665/336975>

permis d'identifier des gaps en matière de sécurité sanitaire, y compris dans la lutte contre la RAM. Le Sénégal a ainsi élaboré son plan d'action national multisectoriel de surveillance et de lutte contre les résistances aux antimicrobiens. Ce plan quinquennal est bâti autour de l'approche "Une Seule Santé" engageant ainsi 4 secteurs clés, Santé Humaine, animale, environnement et agriculture.

[\(Etude à chercher\)](#)

## 4.2 Situation pour certains secteurs clés

### 4.2.1 La santé humaine

Au Sénégal, les services de santé humaine sont disponibles partout avec une offre assurée aussi bien par le secteur public que privé. La carte sanitaire est réactualisée régulièrement afin d'assurer l'accessibilité géographique des services de santé aux populations qui les utilisent convenablement.

Il existe aussi une Agence de Réglementation Pharmaceutique chargée de contrôler le secteur et de veiller à l'application des lois et règlements en vigueur et une pharmacie nationale d'approvisionnement chargée d'assurer la disponibilité de médicaments essentiels de qualité et financièrement accessibles à tous les niveaux de la pyramide sanitaire (hôpitaux, officines privées, centres et postes de santé).

Les laboratoires sont disponibles au niveau national et dans toutes les régions. Ils réalisent la recherche des pathogènes et parfois les antibiogrammes assurant ainsi la surveillance de la RAM dans le pays.

Le renforcement de la politique de protection sociale à travers la Couverture Maladie Universelle et les initiatives de gratuité permettent d'améliorer l'accès financier aux services de santé et constitue une opportunité de communication de proximité entre professionnels de santé humaine et populations pour le respect des prescriptions médicales.

Les populations ont un faible niveau de connaissance de la RAM et des risques liés à l'usage abusif et inapproprié des médicaments y compris les antibiotiques et antiparasitaires. L'accès limité à l'information sur la RAM est un facteur déterminant du problème. La pratique de l'automédication est courante et parfois, les populations ne respectent pas les prescriptions (dose, durée, etc.) des professionnels de santé qualifiés (médecins, infirmiers, sage-femme).

Les médicaments sont quelquefois vendus sans ordonnance au niveau des pharmacies et dans le marché parallèle (Keur Serigne Bi<sup>6</sup>, marché, Louma<sup>7</sup>, boutique de quartiers, vendeurs ambulants etc.).

Des difficultés d'accessibilité géographique et financière (faible pouvoir d'achat, non adhésion aux mutuelles de santé etc.) aux services de santé et aux officines persistent dans certaines zones. Les ruptures intermittentes de médicaments, la non-disponibilité de l'antibiogramme dans certains laboratoires, le personnel parfois insuffisamment formé et la rareté des missions d'inspections et de supervision sont autant de faiblesses notées au niveau structurel et qui contribuent à accentuer le phénomène.

Des opportunités réelles d'adresser la problématique de la RAM existent. En effet, la plateforme One-Health avec la mise en place d'un cadre de réflexion stratégique multisectorielle constitué par le groupe thématique RAM offre des possibilités énormes de collaboration entre les différents secteurs. Parallèlement, un réseau intense d'associations et d'organisations (professionnelles, communautaires,

---

<sup>6</sup> Un lieu très connu de vente illégale de médicaments à Dakar

<sup>7</sup> Marché hebdomadaire dans les villes et villages

féminines, religieuses, confrériques etc.) existe et constitue un support considérable pour la communication pour un changement social et de comportement.

Un appui considérable et croissant des partenaires techniques et financiers (organisations internationales, bilatérales, ONG, etc.) en faveur de la RAM est noté ces dernières années. De plus, la célébration chaque année de la semaine mondiale pour le bon usage des antimicrobiens instituée au niveau international constitue une opportunité réelle de renforcer la sensibilisation sur le phénomène à l'endroit de tous les acteurs.

#### **4.2.2 La santé animale**

Au niveau individuel, il est à noter que les éleveurs ont un amour et une passion avérés pour leurs animaux. Il s'y ajoute un esprit d'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans le secteur de l'élevage. Il est également noté un accès facile à l'information sur les médicaments vétérinaires notamment via internet et une curiosité des acteurs sur les questions relatives à l'efficacité des médicaments vétérinaires.

L'existence de structures formelles (OP, UP, Interprofessions), de réseaux d'auxiliaires et de campagnes de sensibilisation des acteurs sur la RAM constitue un support de taille pour la lutte contre la RAM. La présence de structures d'alphabétisation et de formation en langues nationales sont aussi des atouts à considérer.

La présence de structures d'encadrement aux différents niveaux et de lois et règlements nationaux et communautaires relatifs à la détention, la vente et à l'utilisation des médicaments vétérinaires sont des éléments importants. L'existence de forages et de Parcs à vaccination fonctionnels sont des paramètres qui viennent renforcer le secteur.

La méconnaissance de la RAM par certains éleveurs, un accès facile aux antibiotiques (vente sans prescription, marché parallèle) et une utilisation systématique des antibiotiques par les éleveurs sont des contraintes de taille. L'automédication est caractérisée par un non-respect des posologies et des délais d'attente.

Du point de vue communautaire, il existe des pratiques courantes et non recommandées sous tendues par des informations et expériences erronées.

Le manque de personnel administratif dans les structures de contrôle, l'insuffisance de formation des acteurs sur la RAM, du partage de résultats sur la RAM entre les différentes structures constituent des contraintes importantes. Il s'y ajoute que la prise en charge de la RAM dans la législation vétérinaire, les modules de formation sur la RAM ainsi que les financements nationaux destinés à la RAM sont inexistantes.

#### **4.2.3 L'agriculture**

L'agriculture sénégalaise utilise annuellement (2000) en moyenne : 1 298 tonnes de pesticides solides et 1 336 560 litres de pesticides liquides pour une valeur de près de 10 500 000.000 de francs CFA.

Quelques 300 spécialités commerciales sont présentes ou utilisées contre 200 autorisées par le CILSS (Sept., 2004).

Ces 300 spécialités intéressent à peu près 80 matières actives. Parmi ces matières actives, on note ce qui suit :

- parmi les 10 pesticides qui représentent la plus grande menace sur la reproduction et le développement\*, 3 sont utilisés au Sénégal
- parmi les 10 pesticides de première catégorie d'empoisonnement systémique aigu\*, 5 sont utilisés au Sénégal
- parmi les 10 pesticides les plus cancérigènes\*, 7 sont utilisés au Sénégal
- parmi les 10 pesticides les plus grands inhibiteurs de la cholinestérase\*, 5 sont utilisés au Sénégal
- parmi les 10 pesticides qui contaminent le plus la nappe phréatique\*, 5 sont utilisés au Sénégal : diuron, aldicarbe, metolachlor, hexazinone et atrazin

Il est ressorti de manière générale que les acteurs de l'agriculture sont conscients des effets sanitaires potentiellement néfastes des produits phytosanitaires et connaissent les méthodes de conservation des sols. Par ailleurs, ils ont adopté des pratiques agroécologiques suite à des sessions de renforcement de capacités en techniques agricoles et utilisation des pesticides. Ainsi, ces agriculteurs formés et expérimentés participent à motiver les jeunes agriculteurs pour l'adoption de bonnes pratiques agricoles.

Des organisations de producteurs et des coopératives et comités villageois de lutte contre les pesticides font la promotion des bonnes pratiques agricoles. En outre, la promotion du bio (à travers l'apologie du « manger sain ») est de plus en plus adoptée par les communautés surtout dans les grandes villes.

La disponibilité de politiques sanitaires et de lois sur l'utilisation des produits phytosanitaires permettant d'encadrer le secteur pour les activités de lutte contre la RAM. Également, la disponibilité de structures spécialisées dans la protection des végétaux - Direction protection des végétaux (DPV) ou d'encadrement et de formation comme la Société nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal (SAED) ou de vulgarisation des bonnes pratiques agricoles comme l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR), les Direction Régionales de Développement Rural (DRDR) sont aussi des supports importants. En plus, de leur implication dans les réflexions du groupe thématique RAM, toutes ces structures appuient les acteurs dans leurs exploitations.

Cependant des contraintes non négligeables sont à noter. On peut citer la méconnaissance du phénomène de la RAM ainsi qu'une faible prise de conscience de ses effets sur la santé humaine et animale chez les agriculteurs/maraichers. Ceci se traduit par une forte tendance à l'auto traitement avec l'utilisation abusive de produits prohibés, périmés, contre faits et des eaux usées pour augmenter le rendement de leur exploitation.

En plus, les maraichers/agriculteurs ne respectent généralement pas les règles d'utilisation des produits en termes de dosage et de délais de rémanence pour des raisons de profits. Ils se fient plutôt aux conseils prodigués par leurs pairs, qui pour la plupart n'ont reçu aucune formation sur le sujet.

Cette situation est exacerbée par la tendance des maraichers/agriculteurs à vouloir satisfaire les options des clients qui sont plus intéressés par l'aspect visuel des produits (de beaux fruits et légumes et de gros calibre) ; ce qui les incite à utiliser des produits chimiques tous azimuts.

La diminution des terres cultivables a aussi entraîné une forte tendance à une agriculture intensive et incontrôlée.

S'agissant du niveau structurel, bien qu'il existe une réglementation sur la RAM, elle est non adaptée et peu appliquée<sup>8</sup>. Ce qui se traduit par l'existence d'un marché parallèle d'importation de produits prohibés et un faible contrôle des grossistes et revendeurs de produits phytosanitaires. Ces derniers, dans la majorité n'ont pas les qualifications requises pour prodiguer des conseils appropriés ou encadrer les acteurs dans l'utilisation de ces produits.

Par ailleurs, la faible intégration de la RAM au niveau déconcentré ne milite pas en faveur d'une bonne connaissance de la RAM et de ses effets chez les différents acteurs du secteur.

#### **4.2.4 L'environnement**

L'avènement des crises sanitaires comme la maladie à coronavirus COVID 19 ou la maladie à virus Ebola a entraîné une prise de conscience des personnes sur l'importance de leur santé et de l'importance de l'adoption de comportements de prévention. En effet, durant ces deux crises sanitaires, le Sénégal a mis en place des stratégies de lutte avec un volet très important de communication de crise pour aider les personnes à se protéger elles-mêmes et leurs familles, à travers notamment la promotion du lavage des mains à l'eau et au savon et l'utilisation de gel hydroalcoolique. Ces différentes interventions de communication mises en œuvre par l'Etat et les partenaires techniques et financiers (CDC, USAID, FAO, OMS, UNICEF...) ont permis aux populations de mieux comprendre le lien entre l'hygiène et la survenue de maladies infectieuses et de mieux adopter des comportements de prévention et de riposte contre les maladies.

D'autres appuis ont été faits en termes de distribution de dispositifs innovants de lavage des mains (Canacla communautaire, Tippy Tap, The drop) et d'autres kits d'hygiène pour limiter la propagation des maladies infectieuses.

Aussi, les communautés ont reçu un soutien non négligeable pour la gestion des déchets, notamment la mise à disposition de bacs à ordures dans les quartiers, la distribution de poubelles et le recrutement d'agents de nettoyage par les communes et l'Unité de coordination de la gestion des déchets solides (UCG) ce qui contribue à rendre le cadre de vie plus sain.

En plus de l'initiative « Zéro déchets » a été lancé par le Gouvernement à travers l'UCG, il existe également des initiatives locales portées par les OCB et des ONG locales pour une meilleure préservation de l'environnement et du cadre de vie. Ces efforts de renforcement de la salubrité des quartiers sont également soutenus par les programmes d'aménagement et d'assainissement dans les nouveaux quartiers ou de branchements sociaux dans les quartiers défavorisés. Ces derniers bénéficient de plus en plus de projets de construction de latrines fonctionnelles.

---

<sup>8</sup> Recherche sur les déterminants individuels socioculturels et structurels des comportements liés à la RAM au Sénégal dans les régions de Saint Louis, Dakar, Kolda et Tambacounda, 2022

Grâce à l'appui de partenaires techniques et financiers comme la JICA, beaucoup de villages ont acquis le statut de « village FDAL » (fin de la défécation à l'air libre, DAL) par le biais de l'approche Assainissement total piloté par la Communauté (ATPC).

De même, des programmes de lutte contre les inondations comme le plan ORSEC sont habituellement mis en œuvre lors des fortes précipitations dans tout le pays.

Sur le plan structurel, on peut noter l'existence de services étatiques (ONAS, DPGI, DA, ADM...) chargés de la mise en place d'infrastructures d'assainissement et de documents stratégiques comme la Stratégie nationale de l'Assainissement rural (SNAR), la stratégie nationale de l'Assainissement urbain (SNAU). Ainsi, on note d'importants investissements ces dernières années en termes d'infrastructures d'assainissement qui permettent de renforcer et d'élargir le système d'assainissement actuel. Parmi ces infrastructures on peut citer la construction de canalisations, de centres de pompage, de centres d'épuration et de centre de captage des eaux pluviales.

L'étude qualitative des déterminants individuels, socioculturels et structurels des comportements liés à la résistance aux antimicrobiens (RAM) au Sénégal a montré plusieurs facteurs de risque d'émergence ou de propagation de la RAM.

D'abord, les populations ont une faible connaissance du problème de la RAM et ont une faible perception des risques liés à la RAM. Cela explique, en partie, les comportements à risques habituellement constatés au sein des communautés comme le rejet, dans la nature, de cadavres d'animaux, d'excréments d'animaux, de médicaments périmés ou usagés, le déversement des eaux usées dans les rues et la pratique de la défécation à l'air libre (DAL), surtout dans certaines zones rurales.

En plus des comportements énumérés ci-dessus, on note une mauvaise appropriation des questions liées à la propreté de l'espace public.

Les différents comportements à risque sont aussi exacerbés par l'augmentation galopante de la population qui n'est pas toujours en adéquation avec le niveau d'investissement en infrastructures d'assainissement ou en aménagement de l'habitat. Cette situation associée à la promiscuité dans les quartiers accentue la pollution de l'air, de l'eau et des sols qui peuvent dès lors devenir des facteurs de propagation de la RAM.

Malgré l'existence de textes réglementaires sur la gestion de l'environnement notamment des questions liées à l'urbanisme, à l'assainissement, à la gestion des déchets biomédicaux, il demeure encore des contraintes pour l'application effective de ces textes qui ne sont pas très connus de la population.

En plus, l'Etat compte sur des partenaires techniques et financiers pour les investissements dans le domaine de l'assainissement qui sont en général très lourds. Ce recours à des appels de fonds externes n'est pas souvent satisfait, en raison de la conjoncture économique mondiale.

### **4.3 Contexte de la communication**

La communication sur les risques fait référence à l'échange d'informations, de conseils et d'opinions, en temps réel, entre les experts et les personnes confrontées à des menaces pour leur santé, leur bien-être



économique ou social. Sa finalité est de permettre aux personnes à risque de prendre des décisions éclairées pour se protéger et protéger leurs proches.

Au Sénégal, on note plusieurs catégories d'acteurs qui interviennent dans la communication sur les risques, avec des prérogatives et des perspectives différentes. Nous avons ainsi les acteurs institutionnels et les acteurs au niveau déconcentré (niveau opérationnel).

### **4.3.1 Cadre institutionnel et niveau central**

Le cadre institutionnel se situe d'abord au niveau à travers :

Le Haut Conseil national de la Sécurité Sanitaire Mondiale (SSM) One Health, « une seule santé », le Programme de Sécurité Sanitaire Mondiale - Sénégal One Health, le Comité intra-sectoriel de sécurité sanitaire mondiale sur l'approche « Une seule santé » qui est logé au MAER et c'est le Directeur général de l'ISRA qui le point focal RAM et l'approche « Une seule santé » pour le compte du ministère de l'agriculture.

Dans le cadre de la lutte contre la RAM, plusieurs départements ministériels sont ainsi impliqués dans l'utilisation des antimicrobiens (UAM) et/ou la gestion de la résistance aux antimicrobiens (RAM). Il s'agit des ministères de l'élevage, de la pêche, de la santé et de l'action sociale, de l'agriculture, de l'environnement et du développement durable. Ces ministères se basent sur diverses structures nationales, régionales et départementales et communale pour lutter contre la RAM,

Elevage: Dans le secteur de l'élevage les structures au niveau central sont entre autres: la Direction de l'Elevage (DIREL), la Direction des Services vétérinaires (DSV), la Direction du Développement des Equidés (DDE), la Direction des Industries animales (DIA), la Direction des Laboratoires (DL), le bureau de la Pharmacie vétérinaire (BPV), le laboratoire national de l'élevage et des recherches vétérinaires (LNERV) et la Direction des Services vétérinaires dont l'un de ses projets phares en rapport avec la RAM est le Projet sur l'Utilisation rationnelle des Antibiotiques dans les fermes (URAM) financé par l'USAID.

Santé : Dans le secteur de la santé les structures au niveau central sont entre autres: la Direction de la Pharmacie et des Médicaments (DPM), l'Agence nationale de réglementation pharmaceutique ainsi que les programmes nationaux de lutte contre le paludisme (PNLP), la tuberculose (PNT), le VIH/SIDA et les infections nosocomiales (PRONALIN),) est impliqué dans la détection des souches résistantes dans le secteur animal. La Direction des Laboratoires est désignée comme point focal national RAM dans le secteur de la santé humaine.

Sécurité sanitaire des aliments : Quant à la sécurité sanitaire des aliments (SSA), elle est réalisée, de façon indépendante, par sept ministères (Elevage, Pêche, Commerce, Santé, Agriculture, Industrie, Environnement). Les principales structures engagées dans la lutte contre la RAM Le Comité National du Codex Alimentarius (CNCA), le Laboratoire National d'Analyse et de Contrôle du Ministère du Commerce (LANAC

A noter qu'il existe aujourd'hui 45 laboratoires (publics et privés) qui sont effectivement impliqués dans la détection et la surveillance de la résistance aux antibiotiques.

Environnement: La gestion de la faune et la végétation est assurée par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), à travers la Direction des Parcs nationaux (DPN), la Direction des Eaux et Forêts, Chasse et Conservation des Sols (DEFCCS), la Direction des Aires Marines protégées communautaires (DAMPC), la Direction de la Protection des Végétaux (DPV), le Comité National des Mesures Sanitaires et Phytosanitaires au Sénégal (CNSPS), le Comité national de Biosécurité (CNB).

### **4.3.2 Intervenants et interventions au niveau central**

La communication sur la RAM est partie intégrante de la CREC. Les acteurs institutionnels jouent différents rôles dans la communication sur les risques sanitaires y compris autour de la RAM. Les structures gouvernementales recevant l'information sanitaire des niveaux déconcentrés jouent un rôle de confirmation (diagnostic de confirmation) et de transmission de l'information sanitaire aux supérieurs hiérarchiques ou à d'autres structures internationales (OIE, OMS).

Globalement, les structures gouvernementales jouent un rôle très important dans la conception des messages, le contrôle et la diffusion de l'information sanitaire incluant les informations sur la RAM. L'OMS et l'OIE sont les institutions habilitées à diffuser l'information au niveau international, afin d'aider les pays à prendre des mesures de précaution, conformément au Règlement sanitaire international (RSI). Au niveau national, avec l'appui technique du SNEIPS, de la DP, de la DLM les messages sont traduits dans les différentes langues nationales, avant leur diffusion à travers les médias.

Dans le secteur animal, la sensibilisation sur l'utilisation rationnelle des antimicrobiens est assurée par la division de la Médecine et de la pharmacie vétérinaire de la DSV qui est appuyée par l'Ordre des Docteurs Vétérinaires et par les représentants de firmes vétérinaires.

Les médias de masse (télévision, radios, panneaux d'affichage) sont les plus utilisés dans les centres urbains.

La coordination de la communication des risques est assurée par la DGS et la DSV. Mais, la coordination multisectorielle de la communication est encore timide. Les structures internationales ou non gouvernementales apportent un appui technique et financier dans la mise en œuvre des activités de communication des risques.

Les acteurs institutionnels utilisent une large gamme d'approches (masse média, communication interpersonnelle, mobilisation sociale, mobilisation communautaire...) et de canaux de communication (TV, radio, affiches, sites internet, etc.), en fonction des cibles. Les acteurs institutionnels sous la tutelle des structures de l'Etat (DSV, DP, SNEIPS, COUS, DCSC, DLM, etc.) communiquent directement avec les populations. Tandis que les acteurs non gouvernementaux appuient l'Etat, à travers les services techniques, dans la formation des agents et/ou financent la production ou la mise en œuvre d'interventions de communication.

### **4.3.3 Les intervenants et interventions au niveau périphérique**

Parmi les acteurs impliqués dans la communication, au niveau déconcentré, nous pouvons noter : les vétérinaires, le personnel de santé, les associations d'éleveurs, d'agriculture, les Groupements d'Intérêt

économiques (GIE), des Organisations communautaires de Base (OCB), des auxiliaires vétérinaires, des vétérinaires privés, des journalistes et animateurs de radios communautaires, des chefs de village, des religieux, les acteurs communautaires de Prévention et de Promotion et des membres d'ONG.

Les soins vétérinaires sont l'apanage des vétérinaires privés ou des auxiliaires vétérinaires. Dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda, les auxiliaires vétérinaires sont formés et appuyés par le CICR, pour contribuer au maillage de l'offre de soins vétérinaires dans les zones enclavées, mais également, pour servir de relais communautaires d'ONG.

Les acteurs périphériques jouent un rôle d'alerte, de transmission ou de diffusion de l'information sanitaire aux autorités vétérinaires, environnementales et sanitaires. Ainsi, ils contribuent dans la surveillance à base communautaire et collaborent aussi bien avec le MEPA que le MSAS.

Ils sont également des relais pour la diffusion de l'information sanitaire dans la communauté. L'importance de ces acteurs dans l'opérationnalisation de la communication bidirectionnelle explique la formation de certains de ces acteurs sur la communication des risques.

La contribution des acteurs du niveau périphérique est essentiellement orientée vers la communication interpersonnelle. Avec la disponibilité des radios communautaires, la communication de masse est aussi utilisée par les acteurs. Il existe aussi des réseaux ou des associations d'éleveurs, d'agriculteurs, qui utilisent les réseaux sociaux pour échanger entre eux ou avec les professionnels de la santé animale.

Le plaidoyer et le lobbying sont aussi des stratégies de communication non moins négligeables. En effet, certaines associations d'éleveurs (MDE, DIRFEL) qui sont les plus représentatives dans le secteur de l'Élevage sont très actives dans cette forme de communication.

L'importance de la mobilisation sociale est due à la forte collaboration entre les acteurs et les services déconcentrés des différents ministères clés du *One Health*. En effet, il existe plusieurs occasions de collaboration, comme la journée mondiale "Une Seule Santé", la journée nationale de l'Élevage, etc.

La faible utilisation des spots TV et radio s'expliquent par le fait que le niveau déconcentré ne dispose pas assez de ressources financières. Cette production est habituellement réalisée par le niveau central. En plus, le faible niveau d'utilisation des affiches résulte d'une faible production au niveau de la DSV.

Les acteurs institutionnels utilisent une large gamme d'approches (masse média, communication interpersonnelle, mobilisation sociale, mobilisation communautaire...) et de canaux de communication (TV, radio, affiches, sites internet, les médias sociaux etc.), en fonction des cibles. Les acteurs institutionnels sous la tutelle des structures de l'Etat (DSV, DP, SNEIPS, DCSC, DLM, etc.) communiquent directement avec les populations. Tandis que les acteurs non gouvernementaux appuient l'Etat, à travers les services techniques, dans la formation des agents et/ou financent la production ou la mise en œuvre d'interventions de communication.

#### **4.3.3.1 L'environnement médiatique**

Le Sénégal dispose d'un environnement médiatique riche, dense et varié, tant au niveau urbain que rural. Avec la libéralisation de l'espace médiatique, on a assisté à l'émergence d'une presse privée

florissante (écrite, audio-visuelle, en ligne). Les médias notamment la TV et la radio sont encore les premières sources d'information des populations. En 2019, 62 % des ménages disposent d'une radio et d'un poste TV. En milieu urbain la disponibilité de TV est à 86%. Par rapport à l'exposition aux médias, la TV vient en tête aussi bien chez les hommes que chez les femmes ; suivie de la radio. Aussi bien en zone urbaine que rural, plus de 90 % des ménages disposent de téléphone cellulaire. L'utilisation quotidienne de l'internet est au tour de 45% avec une légère prédominance chez les femmes.<sup>9</sup>

### **La Télévision**

Avec les efforts consentis par les autorités pour l'électrification (70% des ménages en 2019), on note une percée de la TV comme source d'information des populations. Aujourd'hui, la RTS (Radio-Télévision sénégalaise) n'a plus le monopole avec des chaînes comme 2sTV, RDV, WALF TV, SN2, TFM, TOUBA TV, 2S Racines, RDV MUSIC, SENTV, TSL, AFRICA7, LCS et DTV. Les chaînes de TV avec la disponibilité de plus en plus de chaînes régionales et locales permettent de couvrir près de 80% du pays

La plupart des productions télévisuelles (télévisions publiques comme privées) sont faites en langues nationales.

### **Les radios**

Une offre radiophonique diversifiée publique et privée couvre le pays, des radios généralistes aux radios communautaires, musicales et religieuses sans oublier la présence des radios internationales. En 2019, l'ARTP a assigné 486 fréquences à des opérateurs publics, privés-commerciaux, communautaires ou associatifs et étrangers. Ces fréquences ont été utilisées pour la diffusion radiophonique à partir des stations mères, stations locales et relais organisées comme suit : La RTS, Service public, détient 74 fréquences (61 Relais ; 10 Stations locales ; 3 Stations Mère) ; les éditeurs privés occupent 156 fréquences (86 Relais ; 60 Stations locales ; 10 Stations Mère) ; les radios Associatives/Communautaires occupent 232 fréquences et les radios Etrangères occupent 18 fréquences avec 17 Stations.

### **La Presse écrite**

En ce qui concerne la presse écrite et les publications en ligne, le pays dispose près de 90 journaux et magazines. Avec des parutions hebdomadaires et publiées en français, ces journaux ont pour la plupart un tirage limité, ne permettant donc pas une large couverture.

### **L'Internet et la Téléphonie mobile**

Pour l'ordinateur et internet : 13.6 % des ménages possèdent un ordinateur. Au niveau national, seuls 9% des ménages ont un accès à l'internet. Aussi bien pour l'accès à l'ordinateur pour l'internet, la plus forte proportion est notée en milieu urbain (respectivement 22.9 et 15 %).

---

<sup>9</sup> Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) [Sénégal], et ICF. 2019. Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2019)

L'internet constitue aujourd'hui un moyen très efficace de transmission des messages et de sensibilisation avec un feed-back immédiat, notamment chez la jeunesse à travers les réseaux sociaux. Il faut dire que le pays a connu des avancées significatives dans ce domaine notamment avec la disponibilité de la fibre optique.

Concernant la téléphonie mobile, la diversité des opérateurs et l'accessibilité du téléphone portable a favorisé l'essor de ce support. Canal assez efficace pour passer instantanément une information et avoir le feedback, la téléphonie mobile contribue à passer des messages urgents, le plus rapidement possible.

Plus de 90 des hommes et femmes disposent d'un téléphone mobile et seulement 4% des ménages possède une ligne téléphonique fixe (essentiellement en zone urbaine).

### **Utilisation des médias**

Selon le rapport du Conseil National de Régulation de l'audiovisuel de 2019, les « Magazines », plus nombreux à la télévision qu'à la radio et les « Débats », constituent une part importante des programmes pour les deux supports respectifs.

La religion occupe aussi une place non négligeable à travers les « Causeries » largement diffusées soit en direct soit en différé à la télévision mais aussi à la radio. Chaque chaîne a son émission « phare ». A la radio, les émissions d'information et celles sous forme de « Talk-Show » sont plus nombreuses qu'à la télévision. On note plus d'interactivité dans les programmes de radio, avec notamment plus de « Tribune téléphonique ou Phone in ». Aussi les émissions d'information sont les plus présentes sur ce type de média.

Le faible taux d'alphabétisation en français explique, entre autres, que la presse écrite ne soit pas une source d'information privilégiée pour le grand public. Cependant avec l'avènement aussi bien au niveau des TV que des radios des « revues de presse » en langues nationales, les populations ont accès au fait saillants traités dans la presse écrite. La presse écrite reste quand un canal important pour toucher les décideurs politiques et les institutions qui peuvent apporter un soutien à la stratégie de lutte contre la RAM.

Un renforcement de capacités des journalistes et autres professionnels des médias sur les thématiques prioritaires et les défis des programmes, permettra d'améliorer les contenus.

### **Autres canaux**

En plus des médias modernes, il existe d'autres canaux qui peuvent contribuer à dans la lutte contre la RAM. Il s'agit des canaux traditionnels tels que les théâtres communautaires, le cinéma numérique ambulante, les clubs d'écoute communautaires, les crieurs publics...

En ce qui concerne le domaine de la santé, en plus des canaux modernes et traditionnels, il faut souligner la mise à contribution des réseaux de communication communautaires dont les plus usités sont les suivants :

- Les lieux d'interaction socioéconomique et culturelle dont les principaux sont les marchés, les galas de lutte, les championnats de football populaires (Navétane), les maisons

des jeunes et de la culture, les foires et expositions ainsi que les grands événements traditionnels dans les localités

- Les leaders actifs d'opinion : les agents de santé communautaires, les relais communautaires, les élus locaux, les chefs traditionnels et les notables, les leaders religieux, les organisations de la société civile, etc.

### 4.3.3.2 Les organisations à base communautaires

A COMPLETER

## 4.4 Analyse des pratiques des acteurs qui favorisent la RAM

L'analyse des données de la recherche a fait ressortir un certain nombre de pratiques des parties prenantes des différents secteurs qui sont susceptibles de contribuer à la RAM.

### 4.4.1 La santé humaine

#### ***Les populations utilisent des médicaments sans prescription d'un agent qualifié***

La problématique liée à l'utilisation par les populations des médicaments sans prescription par un agent qualifié peut parfois s'expliquer par le fait que certaines personnes, sur la base de leur expérience relative à l'efficacité d'un médicament les recommandent systématiquement à leurs pairs en cas de symptômes similaires. De plus, l'accès à l'information à travers les réseaux sociaux facilitent l'automédication. Par ailleurs, il faut noter que la vente sans ordonnance des antibiotiques associée à la rationalisation des coûts de soins en sautant la consultation et le mauvais accueil dans les structures de santé ne favorisent pas l'adoption de ce comportement. En outre, la méconnaissance des risques liée à la mauvaise utilisation (non-respect de la durée de traitement ou abus), les fausses croyances selon lesquelles les médicaments venant de l'étranger (Europe) sont plus efficaces et l'existence d'un circuit de distribution de médicaments au sein des familles par les immigrés sont autant de facteurs bloquants.

Toutefois, la vulgarisation des textes régissant cette activité et la connaissance des risques encourus seraient un levier pour promouvoir ce comportement. De plus, il existe des facteurs favorables à l'utilisation de médicaments prescrits uniquement par un agent qualifié tels que : le niveau élevé de fréquentation des structures de santé humaine et de connaissance sur la nécessité d'une prescription médicale pour l'achat de médicaments et la péremption des médicaments, le niveau d'instruction relativement élevé et en hausse croissante de la population, la définition de la liste des médicaments essentiels par niveau (case de santé, poste de santé, centre de santé et hôpital), etc.

#### ***Les pharmaciens délivrent des antibiotiques sans présentation d'une ordonnance***

Il faut souligner que certains pharmaciens recrutent du personnel non qualifié et ne les orientent pas sur les normes de délivrance des médicaments. En effet, leur temps de présence au sein de leur officine est parfois très faible. De ce fait, la méconnaissance des risques liés à la vente de médicaments sans ordonnance par certains vendeurs et le non-respect des consignes sont une réalité. En outre, l'existence

de marché parallèle dans certaines localités et le coût ne poussent pas les acteurs à adopter ce comportement.

Pourtant, il existe un dispositif réglementaire et juridique très fort incarné à travers l'Agence de Régulation Pharmaceutique et l'Ordre national des pharmaciens. Ainsi, l'élargissement des textes réglementant la vente de certains médicaments uniquement sur ordonnance et des guides de prescription des antibiotiques sont de puissants leviers à activer pour amener les pharmaciens à vendre les antibiotiques uniquement sur ordonnance.

### ***Les populations ne respectent pas les indications des agents prescripteurs dans la prise des médicaments***

Les populations ne respectent pas les prescriptions des professionnels car, du fait de leur faible niveau de connaissance, n'appréhendent pas assez les risques liés à de tels comportements y compris le phénomène de la RAM. Une grande partie de la population arrête un traitement en cours dès qu'on se sent mieux. L'influence des pairs peut aussi être à l'origine du non-respect des indications de l'agent prescripteur. Pour contribuer à régler le problème, une meilleure communication sur le traitement par le prescripteur au patient est nécessaire.

### ***Les prestataires de soins ne notifient pas systématiquement les cas suspects de résistance aux antibiotiques aux médecins***

La méconnaissance de la RAM par certains professionnels et l'absence de directives claires sont des facteurs très significatifs. De plus, les antibiogrammes ne sont pas disponibles dans certains laboratoires régionaux et la notification des cas de résistance aux antibiotiques n'est pas systématique au sein du système de santé. Pourtant, l'existence d'un système national de pharmacovigilance et d'un système national de surveillance des maladies et événements de santé publique sont des dispositifs à utiliser pour instaurer ce comportement.

## **4.4.2 La santé animale**

### ***Les éleveurs utilisent les antibiotiques sans prescription d'un agent qualifié.***

Il est ressorti de la recherche qu'il existe un cadre juridique et réglementaire tant au niveau national que sous régional relatifs à la détention, la vente et à l'utilisation des médicaments vétérinaires (antibiotiques). Le contrôle de l'application de cet arsenal juridique est assuré par les services de l'Etat notamment la DSV. Par ailleurs, les cadres d'échanges entre éleveurs ; notamment groupes WhatsApp ; favorisent l'adoption de bonnes pratiques.

La recherche a révélé que l'automédication est due en grande partie à l'influence des pairs qui sont organisés dans ces groupes WhatsApp. Elle est facilitée par l'accessibilité des médicaments frauduleux vendus dans des marchés par des personnes non habilitées. Les éleveurs jugent, également, que les coûts élevés des médicaments du circuit légal les amènent à s'orienter vers les médicaments de la rue.

Selon, une certaine croyance, les médicaments d'autrefois comme ceux venant de l'étranger sont de meilleure qualité que ceux disponibles actuellement sur place.

### ***Les éleveurs ne respectent pas les indications des agents prescripteurs***

La confiance au système de santé ; notamment aux vétérinaires ; est un des principaux facteurs de prévention dans la lutte contre la RAM dans le secteur de la santé animale. Cela se traduit par le recours aux cabinets vétérinaires par les éleveurs, la conscience de l'utilité de la consultation par un vétérinaire, l'acceptation de l'appui conseil des vétérinaires, etc.

L'influence des pairs fait que la plupart des éleveurs, gardent les vieilles ordonnances ou récupèrent les boîtes de médicaments qui leur ont été prescrits par des vétérinaires pour traiter des cas « similaires » ou donner des conseils à leurs collègues qui sont confrontés à ces cas. Cela se fait aussi bien pour le médicament mais également pour la posologie.

### ***Les éleveurs/auxiliaires s'approvisionnent au niveau d'établissements non agréés***

Selon la législation sur le médicament vétérinaire, seuls les docteurs vétérinaires sont habilités à faire une prescription et à détenir une officine de vente de médicaments pendant que les ATE d'élevage et les IT sont préposés aux soins. Ceci devrait garantir la fonctionnalité du système de surveillance et de vente des médicaments dans les circuits parallèles.

Le coût élevé des médicaments et les difficultés d'accès aux soins de santé constituent également un facteur de risque dans la lutte contre la RAM. En effet, l'analyse des discours, montre qu'il est assez facile de se procurer des médicaments de la rue dans le domaine de la santé animale. A cela s'ajoute dans le domaine de l'aviculture par exemple, les vendeurs de poussins sont également des vendeurs de médicaments. De même, les éleveurs jugent élevés les coûts des médicaments du circuit légal ce qui les amène à s'orienter vers les médicaments de la rue. Il faut également noter l'existence de suspicion sur la sincérité des prescriptions. Autrement dit, les éleveurs pensent que les vétérinaires prescrivent de longues listes de médicaments et dont plusieurs sont inutiles selon eux.

### ***Les paras vétérinaires administrent les antibiotiques critiques en première intention lors des traitements***

L'existence d'écoles de formation pour renforcer les capacités ces para vétérinaires et la disponibilité de ressources humaines suffisamment outillées dans les laboratoires pour procéder à des analyses contribuent au respect de l'utilisation des antibiotiques. En plus l'association des paras vétérinaires peut constituer un cadre d'échange des bonnes pratiques sur la RAM.

Cependant, l'administration des antibiotiques critiques uniquement en dernière intention lors des traitements n'est pas très respectée par les paras vétérinaires car il a été constaté à leur niveau une insuffisance de formation pour connaître la typologie des antibiotiques, la lenteur dans le traitement des échantillons au niveau des laboratoires et l'accès facile aux médicaments dans des circuits parallèles au système reconnu par les autorités.

### ***Les vétérinaires utilisent les antibiotiques uniquement dans le cadre préventif des maladies.***

Pour encadrer l'utilisation des médicaments, le gouvernement du Sénégal et ses partenaires ont élaboré des documents de référence notamment des guides de bonnes pratiques pour l'utilisation des antibiotiques. Dans le cadre institutionnel, l'ordre des docteurs vétérinaires et le groupe thématique



RAM du Haut conseil sur le Sécurité Sanitaire Mondiale-OH jouent le rôle de conseil et de d'orientation sur l'utilisation des antibiotiques.

Malgré ce dispositif, l'utilisation des antibiotiques uniquement dans le cadre curatif des maladies n'est pas très pratiquée dans le secteur d'élevage. En effet peu de vétérinaires sont favorables au fait que les antibiotiques soient utilisés que dans le cadre curatif des maladies, puisqu'ils pensent que dans les cas de chirurgie, les antibiotiques peuvent être utilisés pour prévenir les infections éventuelles. Dans certaines situations, les antibiotiques sont utilisés comme des anti-stress pour les animaux.

#### ***Les vétérinaires/pharmaciens délivrent des antibiotiques sans ordonnance d'un prescripteur***

La vente des médicaments est régie par une cadre juridique et réglementaire au niveau national et sous régional qui exige certaines normes parmi lesquelles on peut citer la présentation d'une ordonnance prescrite par un docteur vétérinaire pour certains types de médicaments. En plus, seuls les docteurs vétérinaires sont habilités à détenir une officine de vente de médicaments. Cependant, l'inaccessibilité géographique des docteurs vétérinaires, l'accès faciles des médicaments de la rue et la logique de maximisation du profit, font que peu de vétérinaires/pharmaciens sont favorables à ce qu'on exige une ordonnance d'un prescripteur avant de délivrer un antibiotique vétérinaire.

#### **4.4.3 Agriculture**

##### ***Les maraichers et les agriculteurs utilisent les produits sans l'avis d'un agent qualifié***

En termes de barrières liées à l'adoption de ce comportement, il y'a une indisponibilité en nombre de personnels qualifiés pour accompagner et encadrer les acteurs à tous les niveaux. A cela s'ajoute, la libre circulation et l'accessibilité financière et géographique de produits frauduleux, prohibés et toxiques. Ces produits sont vendus dans tous les « loumas » (marché hebdomadaire) et dans toutes les régions ; ces vendeurs en majorité non formés sont très enclins à formuler des conseils sur le dosage et l'utilisation des produits phytosanitaires.

A ces barrières, s'ajoute l'accessibilité financière des produits homologués rendant difficile l'acquisition de produits certifiés mais également de la non-disponibilité en tous lieux de produits homologués.

Un des leviers sur lequel le secteur pourrait s'appuyer pour faire adopter ce comportement est la promotion de l'adhésion aux associations corporatives où les acteurs pourraient bénéficier de formation sur les techniques d'agricultures. Il a également été noté que les pairs maraichers/agriculteurs ont une grande influence, et pourrait jouer un rôle important dans le partage d'expériences s'ils sont bien outillés.

##### ***Les maraichers et les agriculteurs ne respectent pas les normes d'utilisation des produits (y compris la période de rémanence)***

Le non-respect des normes d'utilisation est ; dans une certaine mesure ; lié à la faible perception des risques encourus avec l'utilisation abusive et inappropriée des produits. Cette faible perception est étroitement liée au faible niveau d'alphabétisation de certains acteurs qui, par habitude utilisent de codes couleurs à la place des noms du produit. Ce fait est davantage exacerbé par la présence d'acteurs non qualifiés dans ce secteur qui reconditionnent les produits au détail sans étiquettes dans les marchés

hebdomadaires. Parallèlement, il y'a aussi ceux qui ne peuvent lire ni les étiquettes ni les notices ; cela les conduit à utiliser des doses non recommandées pouvant porter préjudice aux humains, aux animaux et à l'environnement. Ceux-là se fient généralement aux conseils des revendeurs qui ne répondent pas aux critères et profils exigés pour le métier de revendeurs de produits phytosanitaires.

S'agissant du respect de la période de rémanence, la principale contrainte réside dans la faible perception du risque de la consommation de produits issus de ces cultures et l'une des stratégies pour changer cette tendance serait de conseiller aux populations « d'utiliser le moins d'antibiotiques possible dans l'arboriculture mais aussi et surtout de leur faire comprendre qu'en consommant des fruits imbus d'antibiotiques, les humains consomment aussi ces antibiotiques »<sup>10</sup> et par conséquent faire respecter ce délai.

En outre, la croyance que l'utilisation excessive des produits chimiques augmentent les rendements, rend difficile l'adoption du comportement. Or, l'adoption de mesures éco-biologiques associées à une bonne maîtrise des méthodes de lutte pourraient être un levier intéressant pour faciliter l'adoption du comportement. En effet, ces techniques sont des alternatives à l'utilisation de produits chimiques qui allient l'utilisation de plantes et des méthodes traditionnelles et leur vulgarisation pourrait faciliter l'adoption de comportement sain dans l'agriculture et le maraichage.

Enfin, l'organisation régulière de foires et salons de l'agriculture au niveau déconcentré pourrait faciliter le partage de bonnes pratiques et l'interaction entre les acteurs et les services techniques compétents.

***Les grossistes et revendeurs de produits phytosanitaires et engrais ne respectent pas les règles d'usage (entreposage, conditionnement, ...)***

La plupart des acteurs de ce secteur ne sont ni formés, ni qualifiés et évoluent dans le secteur informel. Ces derniers, dû au manque de contrôle et à l'appât du gain, prolifèrent et ne sont pas enclin à respecter les règles. Cependant, une vulgarisation des textes réglementaires faciliterait la communication pour les faire appliquer. De même, une bonne connaissance des risques encourus pourrait faciliter l'adoption du comportement promu.

***Les praticiens non agréés utilisent des produits non autorisés***

Il est noté que le marché informel d'approvisionnement des produits phytosanitaires est largement dominant et accessible tant sur le plan géographique et financier. Leur faible niveau de connaissance technique et/ou d'alphabétisation/instruction incite les praticiens non agréés à utiliser des produits non autorisés sans connaître les dangers réels. De ce fait, vulgariser les bonnes pratiques sur les techniques de cultures, et d'entretien documentées par les centres de recherche agricoles, et rendre disponibles les fiches de données de sécurité (FDS) seraient un moyen pour atteindre le comportement voulu.

---

<sup>10</sup> Recherche sur les déterminants individuels socioculturels et structurels des comportements liés à la RAM au Sénégal dans les régions de Saint Louis, Dakar, Kolda et Tambacounda, 2022

### ***Les grossistes et revendeurs de produits phytosanitaires et d'engrais recommandent des produits non autorisés***

L'obtention de l'agrément de vente pour devenir grossistes et revendeurs de produits phytosanitaires et d'engrais ne requiert aucune qualification. Cela conduit à une vente anarchique, incontrôlée et non autorisée de produits dont la source est incertaine.

L'ignorance par les populations de certains produits à base de matières actives hautement dangereuses, l'accessibilité à faible coût de ces produits en comparaison avec les pesticides homologués et la non-disponibilité en tous lieux des pesticides homologués concourent à l'utilisation de produits non autorisés. La vulgarisation des textes réglementaires et la formation et sensibilisation des acteurs permettraient une prise de conscience des effets sanitaires potentiels des produits phytosanitaires sur la Santé et l'environnement.

#### **4.4.4 Environnement**

### ***Les éleveurs ne respectent pas les normes d'enfouissement des animaux morts.***

Au Sénégal, certains facteurs favorisent le non-respect, par les éleveurs, des normes relatives à la gestion des cadavres d'animaux. En effet, certaines représentations sociales font qu'ils préfèrent plutôt jeter les cadavres dans la nature (exemple accrochage de cadavres d'animaux sur les branches d'arbres ou rejet des cadavres d'animaux dans les eaux de surface ou au sol), plutôt que de les gérer de manière hygiénique et sûre. Ceci favorise la contamination de l'environnement et la propagation de microorganismes résistants ou non et d'agents antimicrobiens de toutes sortes dans la nature. Certains éleveurs pensent ferme qu'en enterrant les cadavres d'animaux, on peut entraîner une forte mortalité chez le bétail.

D'autres facteurs non négligeables expliquent cette attitude, comme le manque de temps des éleveurs nomades dû à la transhumance ; le manque d'espace, notamment en zone urbaine, pour ensevelir les cadavres d'animaux. Parfois, c'est la nature du sol (socle) qui rend difficile voire impossible l'enfouissement des cadavres d'animaux auxquels les éleveurs semblent accorder peu de valeur. Enfin, la faible disponibilité des services en charge du contrôle de la gestion des cadavres selon les normes ne plaide pas en faveur de l'adoption des bons comportements et pratiques recommandés.

Cependant, certains facteurs, comme la disponibilité de l'espace en milieu rural, peuvent faciliter l'adoption, par les éleveurs, d'un enfouissement des cadavres d'animaux selon les normes.

### ***Les membres des ménages ne respectent pas les normes d'élimination des médicaments périmés ou usagés.***

En général, au Sénégal, l'ignorance du protocole d'élimination des médicaments et l'absence de système de collecte de médicaments usagés ou périmés, fait que, dans les ménages, les antimicrobiens ne sont souvent pas éliminés selon les normes. Ils sont, le plus souvent, jetés, après usage, dans les poubelles les dépotoirs d'ordures des rues ou dans les trous de défécations des toilettes. Toutes ces choses contribuent à la propagation, dans l'environnement, de germes résistants ou non aux antimicrobiens et d'agents antimicrobiens qui peuvent engendrer une pression de sélection de microorganismes

résistants dans les écosystèmes terrestres et aquatiques. Cependant, l'élargissement des interventions des services en charge de la gestion des déchets biomédicaux aux ménages, et l'existence d'une réglementation et d'un protocole d'élimination de ces déchets sont autant de facteurs pouvant faciliter l'adoption, par les ménages, d'une élimination sécurisée des déchets médicaux.

***Les membres des ménages, en milieu urbain, font recours à des non professionnels pour le vidange des fosses septiques.***

Dans la région de Dakar, le coût moyen d'une vidange de fosse septique est passé, en moins de huit (08) ans, de 15 000 à 25 000 F CFA. Compte tenu de la saturation de la nappe phréatique dans beaucoup de quartiers, certains ménages doivent vider deux à trois fois leur fosse septique et ou leur puits perdu deux à trois fois par mois. Cela crée une inaccessibilité financière à la vidange par des professionnels privés expliquant, ainsi, la présence d'eaux usées excrémentielles dans beaucoup de quartiers tant en période hivernale qu'en saison sèche et l'appel à des vidangeurs non professionnels qui, une fois la vidange faite, rejettent ces eaux usées et excrémentielles dans d'autres quartiers via des canaux de drainage d'eaux pluviales. Dans certains quartiers du pays (quartiers périurbains mal lotis et enclavés, notamment) l'inaccessibilité géographique des services professionnels de vidange est un obstacle notoire à l'adoption des comportements souhaités.

L'existence de services privés professionnels en charge de la vidange et de services publics de l'assainissement (SRA, SDA, etc.) sont des facteurs facilitant le recours à des professionnels de vidange de fosses septiques.

***Les personnels de santé ne respectent pas le normes d'élimination des déchets biomédicaux***

Dans certaines de nos structures de santé, les déchets biomédicaux sont rejetés sans respect des normes d'élimination de ces déchets spécifiques susceptibles de propager les agents antimicrobiens et les germes pathogènes résistants ou non aux médicaments. Parmi les facteurs favorisant ce comportement non souhaité, on peut noter l'ignorance du protocole d'élimination des médicaments par les agents de santé, l'absence d'incinérateur dans certaines structures de santé y compris des services vétérinaires, l'absence de systèmes de collecte adéquats des déchets biomédicaux, sans compter l'insuffisance du renforcement de capacités en matière de gestion des déchets biomédicaux au profit des agents de santé. La présence d'incinérateurs dans certaines structures de santé (EPS de niveau 3, par exemple), mais aussi l'existence de services étatiques en charge de la gestion des déchets biomédicaux sont autant d'atouts pour faciliter les bonnes pratiques en matière d'élimination des déchets biomédicaux selon les normes.

## V. CADRE STRATÉGIQUE

### 5.1 But

Contribuer à la synergie de tous les acteurs publics, privés et communautaires pour développer et maintenir la sécurité sanitaire du pays.

### 5.2 Objectif général

Contribuer à la réduction des risques ; directs ou indirects ; pour la santé humaine, animale, l'agroalimentaire et l'environnement ; liés à l'utilisation des antimicrobiens à travers la promotion d'une utilisation prudente des antimicrobiens auprès des principales parties prenantes.

### 5.3 Les parties prenantes<sup>11</sup>

**Personnel des services de santé :** Toutes les personnes engagées dans des actions dont l'intention première est d'améliorer la santé. Ces ressources humaines comprennent le personnel clinique, comme les médecins, les infirmières, les pharmaciens et les dentistes. Elles comprennent également le personnel de gestion et de soutien, c'est-à-dire les personnes qui ne fournissent pas directement des services, mais qui sont essentielles à la performance des systèmes de santé, comme les gestionnaires, les ambulanciers et les comptables. Les membres du personnel clinique sont impliqués dans la prescription et l'administration des antimicrobiens et jouent donc un rôle important dans l'utilisation prudente des antimicrobiens. Les membres du personnel de laboratoire participent à l'analyse des échantillons afin de faciliter le diagnostic et la prescription appropriée. Ils effectuent également des tests de sensibilité aux antimicrobiens qui déterminent l'efficacité d'un antimicrobien donné contre un micro-organisme (germe).

**Pharmaciens/pharmaciens vétérinaires :** Le pharmacien est un professionnel de la santé qui formule, délivre et fournit des informations cliniques sur les médicaments aux patients et aux autres professionnels de la santé dans un hôpital ou dans une pharmacie communautaire. Ils participent également à la fabrication et à la distribution de médicaments. Les pharmaciens vétérinaires sont des professionnels de la santé animale qui distribuent des médicaments et des produits vétérinaires, se conforment aux règlements, préconisent des pratiques thérapeutiques de qualité et fournissent des services de consultation, de recherche et d'éducation. Les pharmaciens jouent donc un rôle crucial dans l'utilisation prudente des antimicrobiens, car ils expliquent aux patients comment prendre les médicaments. Les personnes impliquées dans la fabrication des médicaments s'assurent que les médicaments fabriqués sont de bonne qualité, car les médicaments falsifiés et de qualité inférieure contribuent à la RAM

**Vétérinaires/para vétérinaires :** Les vétérinaires sont des professionnels de la santé possédant les qualifications appropriées, enregistrés ou autorisés par l'organisme statutaire vétérinaire d'un pays à pratiquer la médecine/ science vétérinaire dans ce pays. Les paras vétérinaires sont des professionnels

---

<sup>11</sup> FAO, PNUE, OMS et OMSA. 2022. Stratégie régionale africaine de communication et de sensibilisation à la résistance aux antimicrobiens. Accra. <https://doi.org/10.4060/cc2576fr>

de la santé autorisés par l'organisme statutaire vétérinaire à effectuer certaines tâches désignées (en fonction de la catégorie de para vétérinaires) sur une zone qui leur est déléguée, sous la responsabilité et la direction d'un vétérinaire. Les tâches de chaque catégorie de para vétérinaires doivent être définies par l'organisme statutaire vétérinaire en fonction des qualifications et de la formation, et conformément aux besoins. Les membres du personnel clinique sont impliqués dans la prescription et l'administration des antimicrobiens. Ils assurent une surveillance professionnelle de l'utilisation des antimicrobiens. Les microbiologistes vétérinaires participent à l'analyse des échantillons afin de faciliter le diagnostic et la prescription appropriée. Ils effectuent également des tests de sensibilité aux antimicrobiens qui déterminent l'efficacité d'un antimicrobien donné contre un micro-organisme.

**Professionnels de l'environnement et de la santé des végétaux :** Ils se consacrent à la protection de la santé publique en surveillant et en recommandant des solutions pour réduire les niveaux de pollution. Ils ont reçu une formation universitaire dans toutes les disciplines des sciences agricoles, par le biais de cours et de stages dans des domaines liés aux parasites (entomologie, phytopathologie, nématologie, malherbologie et parasitologies) et aux végétaux (agronomie, horticulture, pédologie, etc.). Leur objectif est de servir directement l'agriculture et le grand public, par la prévention, le diagnostic et la gestion des problèmes phytosanitaires. Ils s'intéressent à la charge environnementale de germes, de gènes, de résidus et de leurs métabolites résistants aux antimicrobiens, résultant de l'utilisation d'antimicrobiens chez l'homme, les plantes et les animaux. Les professionnels de la santé des végétaux sont impliqués dans l'utilisation prudente des pesticides qui jouent un rôle important dans la réduction des pertes de production agricole.

**Producteurs d'aliments pour animaux :** Les producteurs d'aliments pour animaux participent à la production d'aliments pour animaux, y compris ceux qui contiennent des antimicrobiens. Ils ont un rôle clé à jouer pour préserver l'efficacité et la disponibilité des antimicrobiens. En limitant l'accès aux aliments médicamenteux à la prescription vétérinaire, ils peuvent contrer la surutilisation et la mauvaise utilisation qui entraînent une augmentation de la RAM. Les producteurs d'aliments pour animaux contenant des antimicrobiens doivent adhérer aux directives sur les meilleures pratiques pour lutter contre la RAM

**Agents de vulgarisation agricole :** Ils sont des intermédiaires entre les chercheurs et les agriculteurs. Ils jouent le rôle de facilitateurs et de communicateurs, aident les agriculteurs dans leur prise de décision et veillent à ce que les connaissances appropriées soient mises en œuvre afin d'obtenir les meilleurs résultats en matière de production durable et de développement rural de manière générale. Ils fournissent des informations essentielles aux agriculteurs pour les aider à adopter des pratiques qui favorisent la lutte contre la RAM

**Milieus universitaires et institutions de recherche :** Les milieux ou la communauté impliqués dans la recherche, de l'éducation et de l'érudition. L'offre d'une éducation de haute qualité est essentielle pour doter les professionnels potentiels des connaissances nécessaires pour être performants et lutter efficacement contre la RAM. Afin de doter les diplômés des aptitudes et compétences nécessaires, leurs programmes d'études doivent couvrir des sujets pertinents sur le développement de la RAM, la gestion des antimicrobiens et l'hygiène, ainsi que la prévention et le contrôle des infections.

**Partenaires de développement/donateurs/ONG :** Les partenaires de développement sont des organisations qui travaillent en partenariat avec les organes gouvernementaux nationaux et locaux. Ils offrent un soutien financier ou technique et comprennent des donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des ONG internationales et locales. Compte tenu de la menace mondiale que représente la RAM et de la nécessité d'en atténuer l'impact sur la santé publique, la santé animale et l'économie, divers partenaires du développement continuent de mobiliser des ressources pour aider les États Membres à s'attaquer aux divers aspects de l'UAM et de la RAM dans leur pays

**Organisations de la société civile (OSC) :** Les OSC sont composées de citoyens et de personnes de différentes régions du monde organisés en regroupements, associations et groupes afin de faire entendre leur voix. Bien que leur participation à la RAM ait été limitée jusqu'à présent, les OSC ont une longue histoire de transformation des politiques et des pratiques publiques, animales, végétales et environnementales par le biais du plaidoyer, de l'éducation et de l'organisation communautaire. L'engagement des OSC dans la RAM permettra aux sociétés civiles d'utiliser leur capacité de plaidoyer et leur expérience pour encourager les gouvernements à agir sur la RAM

**Les Jeunes :** À des fins statistiques les Nations Unies définissent les « jeunes » comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice des autres définitions des États Membres. Les jeunes sont des consommateurs d'antimicrobiens et, pour ceux qui travaillent dans l'agriculture, ils utilisent également des antimicrobiens pour les animaux ou dans les pesticides pour les plantes

**Associations d'étudiants :** Les associations d'étudiants sont des organisations regroupant des étudiants d'une école ou d'une université particulière. Elles sont les principales parties prenantes de la lutte contre la RAM dans les établissements d'enseignement, puisqu'elles fournissent des plateformes importantes pour le partage d'expériences, de connaissances et d'informations sur la RAM. Elles sont également importantes pour informer sur l'UAM au niveau communautaire

**Agriculteurs :** Les agriculteurs sont les premiers producteurs d'aliments d'origine végétale et animale. Ils travaillent le sol pour faire pousser des aliments destinés à la consommation humaine et animale, ainsi que des cultures de rente pour les industries. Ils élèvent également des animaux terrestres et aquatiques à la fois pour l'alimentation et comme matières premières pour l'industrie. Ils utilisent à la fois la terre et les masses d'eau comme support de leurs activités, et ont donc une interaction constante avec ces composantes environnementales. Les agriculteurs sont principalement classés en trois catégories : agriculteurs, éleveurs et pisciculteurs. Les éleveurs et les pisciculteurs élèvent des animaux pour l'alimentation et ont donc l'obligation de veiller à la santé des animaux. Ils utilisent principalement des antimicrobiens pour traiter les maladies bactériennes, virales, fongiques et parasitaires des animaux. Avec l'intensification des activités agricoles pour nourrir une population mondiale en constante augmentation, et avec les progrès technologiques modernes en place, les pratiques de gestion actuelles de la plupart des agriculteurs ont conduit à l'utilisation inappropriée d'antimicrobiens dans l'élevage et la pisciculture.

**Organisations/associations professionnelles :** Ce sont des organisations dont les membres exercent une profession ou une occupation avec laquelle l'organisation assure la surveillance ou l'échange et le développement continu des connaissances, des compétences, de la conduite et des pratiques au sein de cette profession. Les organisations professionnelles sanitaires et vétérinaires sont des plateformes

importantes pour le partage d'expériences, de connaissances et d'informations sur la RAM. Ils réglementent également l'utilisation prudente des médicaments, y compris les antimicrobiens, par le biais de la législation, de directives, de procédures opératoires normalisées et de certificats de perfectionnement professionnel et de pratique. Il est prouvé que l'éducation et les connaissances reçues sur l'UAM et la RAM sont parfois insuffisantes et ne préparent pas adéquatement les étudiants et les professionnels à la pratique. Le rôle des organisations professionnelles est donc essentiel pour combler cette lacune.

**Secteur de la transformation alimentaire :** Par transformation alimentaire, on entend toute méthode visant à transformer des produits agricoles en produits alimentaires ou à transformer une forme d'aliment en une autre, en utilisant un procédé ou une combinaison de divers procédés. Le secteur comprend des activités telles que le lavage, le découpage, la cuisson et la conservation des aliments par a) des méthodes modernes comme la réfrigération, la mise en conserve, la pasteurisation, l'irradiation ; b) des méthodes traditionnelles comme le séchage, le salage, le fumage et la fermentation ; et l'ajout d'ingrédients aux aliments, par exemple pour prolonger leur durée de conservation. La transformation des aliments peut concerner des ménages individuels, de petites unités de production ou des fabricants industriels. Les activités devraient être menées de manière à éviter la contamination des aliments par des germes, dont certains peuvent être pathogènes et/ou porteurs de facteurs de RAM. En outre, les activités, notamment dans un cadre industriel, devraient viser à limiter la contamination de l'environnement par des déchets pouvant contenir des germes à risque. Dans la production d'aliments pour animaux, des antimicrobiens sont parfois aussi ajoutés à de faibles concentrations aux aliments pour animaux afin de stimuler la croissance, ce qui peut favoriser la RAM

**Cliniques privées en santé humaine et animale :** Ce sont des établissements ou de services hospitaliers appartenant à une société à but lucratif ou à une organisation à but non lucratif, financés par des fonds privés. Ils prodiguent des traitements ou des conseils médicaux. Les cliniques privées en santé animale sont des installations permettant de prévenir, de guérir et de soulager les maladies et les blessures chez les animaux. Les membres du personnel clinique participent à la prescription et à l'administration des antimicrobiens et jouent donc un rôle important dans l'utilisation prudente des antimicrobiens. Les microbiologistes vétérinaires participent à l'analyse des échantillons afin de faciliter le diagnostic et la prescription appropriée. Ils effectuent également des tests de sensibilité aux antimicrobiens qui déterminent l'efficacité d'un antimicrobien donné contre un micro-organisme (germe)

**La population générale :** Le grand public désigne ici les membres de la société qui n'appartiennent à aucune des organisations ou groupes cibles identifiés ci-dessus. Le comportement humain joue un rôle très important dans le maintien ou l'atténuation du phénomène de la RAM. En effet, les humains peuvent accélérer ou diffuser le problème de la RAM par leur comportement et leurs actions. Le mauvais usage, l'abus et l'auto-prescription d'antimicrobiens, le manque de respect des normes d'hygiène, la mauvaise gestion des déchets et la faible adoption de mesures efficaces de prévention et de contrôle des infections sont autant de facteurs qui aggravent le problème de la RAM.



## 5.4 Les groupes cibles prioritaires

De manière générale, les cibles prioritaires identifiés dans les secteurs peuvent être réparties entre les cinq groupes.

Les cibles primaires : ce sont ceux dont les comportements sont susceptibles de favoriser la RAM. Il s'agit de :

- Les praticiens ;
- Vendeurs de médicaments & produits ;
- Acteurs ;
- Population générale ;
- Les agents des corps de contrôle.

### **Les praticiens :**

Les praticiens de manière générale sont dans l'offre de services en termes de prestations de soins. Ce sont les médecins, infirmiers, sages femmes, vétérinaires, acteurs communautaires de soins, agents techniques d'élevage, ingénieurs des travaux d'élevage, auxiliaires vétérinaires, les phytopathologistes (ingénieurs agronomes, ingénieurs des travaux, agents techniques d'agriculture, agents techniques horticoles, etc.),

### **Vendeurs de médicaments & produits :**

Les vendeurs de médicaments & produits sont constitués des pharmaciens, vendeurs informels de médicaments, grossistes et revendeurs de produits/intrant agricoles, phytosanitaires, engrais et aliments d'animaux.

### **Acteurs :**

Les acteurs ; ce sont les agriculteurs, les maraîchers, les éleveurs, les pisciculteurs ou d'autres acteurs qui ont des activités génératrices de revenus et qui sont amenés à manipuler des médicaments et produits susceptibles de contribuer à la RAM.

### **La population générale :**

La population générale concerne les personnes qui sont le plus amenées à utiliser des médicaments et produits dans le cadre de leur activités courantes sans but lucratif. Dans le cadre de la gestion des questions de santé familiales, les femmes sont souvent amenées à manipuler des médicaments et produits.

### **Les agents des corps de contrôle :**

Les agents des corps de contrôle : regroupe les douaniers, les gendarmes, les policiers, les contrôleurs aux enquêtes économiques et autres agents de l'État, les conservateurs, les agents techniques des parcs, forêts et des aires marines protégées, les agents d'hygiène, etc.

## 5.5 Comportements à promouvoir

De la synthèse des comportements à promouvoir auprès des différents groupes cibles primaires pour chaque secteur, il ressort que, pour l'essentiel, ils sont en rapport avec la conformité aux normes en matière de :

Cibles prioritaires		Comportements à promouvoir
Praticiens	Auxiliaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'approvisionner exclusivement au niveau des établissements agréés</li> <li>• Administrer les antibiotiques critiques uniquement en dernière intention lors des traitements</li> <li>• Utiliser les antibiotiques uniquement dans le cadre curatif des maladies</li> <li>• Notifier systématiquement les cas suspects de résistance aux antibiotiques aux médecins</li> <li>• Utiliser uniquement des produits autorisés</li> <li>• Eliminer les déchets biomédicaux selon les normes</li> </ul>
	Para vétérinaires	
	Dr Vétérinaires	
	Médecins	
	Infirmiers	
	Praticiens non agréés	
	Personnels des structures de santé, vétérinaires	
Vendeurs de médicaments & produits	Pharmaciens	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exiger systématiquement une ordonnance d'un prescripteur avant de délivrer un antibiotique</li> <li>• Respecter les règles d'usage (entreposage, conditionnement, ...)</li> <li>• ne recommandent que des produits autorisés</li> <li>• Orienter les maraîchers et agriculteurs vers des agents qualifiés</li> </ul>
	Vendeur clandestin	
	Revendeurs de produits agricoles et agriculteurs (conservation de la semence)	
	Grossistes et revendeurs de produits phytosanitaires et engrais	
	Vendeurs informels de médicaments	
Acteurs	Maraîchers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser les antibiotiques uniquement sur prescription d'un agent qualifié</li> <li>• S'approvisionner exclusivement au niveau des établissements agréés</li> <li>• Respecter strictement les indications des agents prescripteurs</li> <li>• Prendre l'avis d'un agent qualifié avant d'utiliser les produits</li> <li>• Respecter les normes d'utilisation des produits y compris la période indiquée de rémanence</li> <li>• Enfouir les animaux morts selon les normes</li> </ul>
	Agriculteurs (arachide, mil, riz, ...)	
	Agriculteurs	
	Eleveurs	
Population générale	Membres des ménages	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser des médicaments uniquement sur prescription d'un agent qualifié</li> <li>• Respecter les indications des agents prescripteurs dans la prise des médicaments</li> <li>• Éliminer les médicaments périmés ou usagés selon les normes</li> <li>• Recourir à des prestataires de vidange de fosses septiques</li> </ul>
	Populations	
Les agents	Douaniers	

Cibles prioritaires		Comportements à promouvoir
Gendarmes,	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer le contrôle à l'entrée des médicaments et produits</li> <li>Assurer le contrôle continu de la qualité des produits au niveau des points de vente</li> </ul>	
Policiers,		
Contrôleurs aux enquêtes économiques et autres agents de l'Etat		
Conservateurs		
Agents techniques des parcs, forêts et des aires marines protégées		
Agents d'hygiène		
Etc.		

## 5.6 Les objectifs de communication

Les objectifs de communication sont formulés sur la base des déterminants comportementaux les plus significatifs. Une synthèse des facteurs socio comportementaux fait ressortir trois déterminants de manière récurrente : les attitudes, les connaissances, et la perception du risque.

D'ici décembre 2027 ;

- 70 % des parties prenantes ciblées par les interventions expliquent la RAM en des termes simples ;
- 60 % des parties prenantes ciblées par les interventions citent la RAM parmi les risques liés au non-respect des normes d'utilisation des antimicrobiens ;
- 50 % des parties prenantes ciblées par les interventions sont disposés à respecter les normes d'utilisation des antimicrobiens et produits ;
- 50 % des parties prenantes ciblées par les interventions expliquent en des termes simples les normes d'élimination des déchets biomédicaux et des médicaments périmés ou usagés.

## 5.7 Les axes de messages

Groupes cibles	Axes de messages
<b>Pour les praticiens</b> (les médecins, infirmiers, sages femmes, vétérinaires, acteurs communautaires de soins, agents techniques d'élevage, ingénieurs des travaux d'élevage, auxiliaires vétérinaires, les phytopathologistes (ingénieurs agronomes, ingénieurs des travaux, agents techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>La RAM est un problème mondial de santé humaine, animale et environnementale</li> <li>Les principales raisons qui contribuent à la RAM sont la mauvaise utilisation et la surutilisation des antimicrobiens dans les domaines de la santé humaine, de l'alimentation, de la production animale et de l'agriculture, ainsi que la mauvaise gestion des déchets provenant des ménages, des exploitations, des usines et des établissements de soins de santé humains et vétérinaires</li> <li>Les antimicrobiens ne doivent être prescrits qu'en cas de nécessité</li> <li>Les patients doivent recevoir des conseils/une orientation sur l'utilisation et l'abus des antimicrobiens</li> <li>Tenir compte de la liste des agents résistants aux antimicrobiens d'importance vétérinaire lorsqu'on prescrit des antimicrobiens</li> </ul>

Groupes cibles	Axes de messages
d'agriculture, agents techniques horticoles, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir de bonnes mesures de PCI pour réduire les infections croisées</li> <li>• Éviter de prolonger inutilement la durée du traitement par antimicrobiens et d'utiliser de manière inappropriée les antimicrobiens à large spectre</li> <li>• Utiliser des antimicrobiens à spectre étroit dans la mesure du possible</li> <li>• Engager des discussions sur les bonnes pratiques lors du traitement des animaux avec des antimicrobiens</li> <li>• Lors de la visite des exploitations et de la distribution des médicaments, discuter de la RAM et de la santé animale avec les agriculteurs</li> <li>• Attention à l'impact des résidus d'antimicrobiens</li> <li>• Les écosystèmes sont à la base de la santé de la planète et, par conséquent, de celle de l'humanité. La nature joue un rôle crucial dans la lutte contre la RAM, car elle est à la fois réceptrice et propagatrice de ces produits</li> <li>• Ne prescrire les pesticides qu'en dernier recours : les pesticides ne sont pas la seule solution.</li> <li>• Ne prescrire les pesticides qu'en dernier recours pour lutter contre les maladies</li> <li>• Le rejet des antimicrobiens (médicaments) dans l'environnement favorisent la RAM</li> <li>• Adhérer à des pratiques appropriées de gestion des déchets d'antimicrobiens</li> <li>• L'utilisation rationnelle des antimicrobiens réduit la RAM</li> </ul>
<p><b>Vendeurs de médicaments et produits :</b> Pharmaciens, Vendeurs clandestins, Revendeurs de produits agricoles et agriculteurs, Grossistes et revendeurs d'engrais et de produits phytosanitaires, Vendeurs informels de médicaments</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La RAM est un problème mondial de santé humaine, animale, végétale et environnementale Les antimicrobiens ne devraient être vendue qu'en cas de besoin, de préférence sur ordonnance médicale Respecter les règles d'usage (entreposage, conditionnement, ...) ;</li> <li>• Recommander uniquement des produits autorisés</li> <li>• Orienter les maraichers et agriculteurs vers des agents qualifiés ;</li> <li>• Les patients doivent recevoir des conseils/une orientation sur l'utilisation et l'abus des antimicrobiens</li> <li>• La mauvaise utilisation et la surutilisation des antimicrobiens sont les principaux facteurs de la RAM</li> <li>• Adhérer à de bonnes directives/pratiques d'importation, de production, de distribution et d'élimination des médicaments et des produits pharmaceutiques</li> <li>• Promouvoir et participer aux systèmes de points de vente de médicaments agréés afin d'améliorer l'accès aux médicaments et aux services pharmaceutiques de qualité</li> </ul>

Groupes cibles	Axes de messages
<p><b>Acteurs</b> (Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La RAM est un problème mondial de santé humaine, animale et environnementale</li> <li>• La RAM peut être transférée entre les animaux et les humains et vice versa, il est donc important de pratiquer une bonne hygiène pour minimiser les risques</li> <li>• S’approvisionner exclusivement au niveau des établissements agréés ;</li> <li>• Utiliser les antibiotiques et produits uniquement sur prescription d’un agent qualifié</li> <li>• Utilisez les antimicrobiens prescrits par votre vétérinaire conformément aux instructions de l’étiquetage</li> <li>• Respecter les normes d’utilisation des produits y compris la période indiquée de rémanence</li> <li>• Enfouir les animaux morts selon les normes</li> <li>• Les antimicrobiens ne devraient pas être ajoutés aux aliments pour animaux</li> <li>• Les producteurs d’aliments pour animaux ont un rôle clé à jouer pour préserver l’efficacité et la disponibilité des antimicrobiens</li> <li>• Limiter l’accès des aliments médicamenteux aux prescriptions vétérinaires</li> <li>• Vous avez un rôle important à jouer en fournissant des aliments sains à la communauté</li> <li>• Maintenir et promouvoir les bonnes pratiques agricoles tout au long du cycle de production</li> <li>• Respecter en permanence les normes les plus strictes en matière de biosécurité</li> <li>• Vacciner les animaux au bon moment et au bon endroit pour prévenir l’apparition de maladies</li> <li>• N’utiliser jamais les antimicrobiens pour la prophylaxie et pour stimuler la croissance</li> <li>• N’utiliser les pesticides qu’en dernier recours : ils ne sont pas la seule solution.</li> <li>• N’utiliser les pesticides sur les plantes qu’en dernier recours pour lutter contre les maladies</li> </ul>
<p><b>Population générale (en particulier les femmes et les jeunes)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser des médicaments uniquement sur prescription d'un agent qualifié</li> <li>• Respecter les indications des agents prescripteurs dans la prise des médicaments</li> <li>• Éliminer les médicaments périmés ou usagés selon les normes</li> <li>• Recourir à des prestataires de vidange de fosses septiques</li> <li>• L’avenir des antimicrobiens dépend de nous, nous devons manipuler les antimicrobiens avec précaution</li> <li>• Prenez soin de vous et de votre famille</li> <li>• Il existe des moyens efficaces de se soigner et se sentir mieux sans nécessairement utiliser des antimicrobiens</li> </ul>

<b>Groupes cibles</b>	<b>Axes de messages</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les infections légères telles que les rhumes et la plupart des toux, les sinusites, les otites et les maux de gorge n'ont pas besoin d'antimicrobiens</li> <li>• Respectez les règles d'hygiène en cas de toux pour minimiser le risque de propagation de l'infection</li> <li>• Les antibiotiques ne préviennent ni ne traitent les infections virales, y compris la COVID-19 ; ils n'agissent que sur les infections bactériennes</li> <li>• Le renforcement des pratiques d'hygiène alimentaire peut réduire la contamination des aliments</li> <li>• Mettez en œuvre les bonnes pratiques de cuisine (Bien nettoyer, Bien cuire, Réfrigérer correctement, Éviter la contamination croisée)</li> <li>• Veiller à ce que les aliments soient stockés et préparés dans un environnement propre pour éviter la contamination croisée</li> <li>• Adopter une bonne hygiène personnelle, comme le lavage des mains à l'eau et au savon</li> <li>• Discutez de la RAM avec vos collègues, votre famille, vos amis et votre communauté</li> <li>• Suivez les conseils de votre médecin pour savoir si vous ou votre famille avez besoin d'antimicrobiens.</li> <li>• Ne pas acheter d'antimicrobiens dans la rue</li> <li>• Ne pas partager d'antirétroviraux avec d'autres personnes</li> <li>• Suivre le traitement complet prescrit par le professionnel de santé</li> <li>• Se faire vacciner pour prévenir les infections</li> <li>• La prévention de la RAM est une responsabilité partagée. Chacun peut agir</li> <li>• Ne pas prendre d'antimicrobiens en l'absence de preuves cliniques d'une infection microbienne</li> <li>• Veiller à ce que les aliments soient conservés et préparés dans un environnement propre afin d'éviter toute contamination croisée</li> </ul>
<b>Agents des corps de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer le contrôle à l'entrée des médicaments et produits</li> <li>• Assurer le contrôle de la qualité des produits</li> <li>• Veiller au respect des normes de conservation les aliments importés ou en vente</li> </ul>

## VI. INTERVENTIONS STRATÉGIQUES

Les interventions stratégiques proposées sont adossées sur une analyse croisée des facteurs qui sous-tendent les pratiques susceptibles de favoriser la RAM d'une part et sur le cadre théorique de référence (modèle socio écologique avec ses quatre niveaux ; et les étapes du processus de changement de comportement) d'autre part.

L'analyse croisée des déterminants comportementaux révèle que ; pour l'essentiel le « attitudes », « connaissance » et « perception des risques » reviennent de manière récurrente parmi les facteurs clés qui sous-tendent les comportements pratiques à problème.

En effet la RAM reste encore une réalité virtuelle et peu connectée avec le vécu quotidien de la plupart des parties prenantes. Il s'agira de la faire connaître avec des termes simples et de lever les inquiétudes liées au supposé « manque à gagner » qui incite certains à ne pas respecter les mesures édictées.

Il s'agira donc de mettre en œuvre des interventions susceptibles de renforcer les connaissances sur la RAM afin que les groupes cibles perçoivent de manière claire les conséquences potentielles de leurs comportements sur eux-mêmes, leur famille et la communauté. Cette perception des risques dans un environnement habilitant permettra aux groupes cibles d'être dans les dispositions d'adopter les comportements promus.

L'analyse par rapport aux étapes du processus de changement de comportement comportemental renseigne que les groupes cibles prioritaires identifiés par les différents secteurs se situent majoritairement à l'étape « contemplation ».

L'étape de « contemplation » est caractérisée par une perception basse des risques, des images négatives, des stéréotypes et croyances et normes sociales qui entraînent une attitude réfractaire et inhibent la progression vers une prise de décision ou d'action. Il s'agira alors de mettre le focus sur la diffusion des informations correctes et complètes venant de sources que le groupe considère comme crédibles.

Ainsi il s'agira de mener des interventions qui s'inscrivent dans ces quatre stratégies :

- La communication multimédia (CIP, media de masse, com digitale, visuelle, etc.) ;
- La mobilisation sociale ;
- Le plaidoyer ;
- Le renforcement des capacités

Conformément au cadre théorique (modèle socio écologique), les interventions inspirées de ces trois stratégies seront mises en œuvre pour cibler les groupes prioritaires avec des activités de proximité ciblant les individus et leurs pairs/familles ; appuyées par des actions pour susciter l'engagement communautaire et combinées à des interventions au niveau structurel pour créer un environnement favorable.

### 6.1 La communication multimédia

Comme évoqué plus haut le concept de RAM, s'il est connu de juste quelques acteurs, reste encore une réalité virtuelle ; dont les effets ne sont pas bien ressentis directement par les parties prenantes dans leurs activités de tous les jours. Il s'agira donc de faire de sorte que la RAM soit une réalité

« tangible ». A cet effet une des premières séquences sera de faire connaître la RAM, de susciter une prise de conscience sur comment certains actes des parties prenantes des différents secteurs peuvent favoriser la RAM.

Ainsi une approche multimédia basée sur un concept cohérent et qui sera le trait d'union entre les diverses parties prenantes permettra d'assurer une visibilité de la RAM et ; à terme ; une prise de conscience sur ses effets ; potentiellement ravageurs pour la communauté.

### **6.1.1 Radio et TV**

Le paysage médiatique du pays offre une grande opportunité pour augmenter la portée des contenus sur la RAM du fait de sa densité, sa diversité et son ancrage communautaire.

La radio comme la Tv assurent une couverture acceptable du pays et les ménages bénéficient d'un accès à ces deux médias. Concernant la presse écrite, malgré sa diversité, elle est surtout disponible dans les zones urbaines et accessible pour une certaine frange de la société.

L'utilisation des radios communautaires dans la dynamique de promotion de comportements sains a fait ses preuves. Dans beaucoup de zones rurales, la radio est, souvent, le seul moyen efficace pour transmettre des informations à un large public.

La radio comme la Tv permettent de diffuser des contenus selon divers formats ; mais surtout ; de hoisir 2<sup>es</sup> moments privilégiés pour atteindre les bénéficiaires principaux des interventions de CSC.

Différents types de programmes radio - tels que des émissions, des reportages, spots, insertions de contenus dans les animations musicales, etc. – peuvent être utilisés de façon à faire connaître, motiver, lever des barrières et inciter les populations à adopter les comportements promus.

Les programmes comportent aussi des discussions et des interviews avec des invités en studio. Le public peut y participer de façon interactive par téléphone, et participer à des jeux et concours avec des cadeaux pour les personnes qui appellent.

### **6.1.2 L'internet la téléphonie mobile**

Dans le contexte mondial actuel des TIC, le Sénégal fait partie des premiers pays d'Afrique qui ont consenti des investissements importants pour améliorer le plateau technique. En effet, l'internet constitue aujourd'hui un moyen très efficace de transmission des messages et de sensibilisation avec un feed-back immédiat, notamment chez la jeunesse à travers les réseaux sociaux.

La forte présence de parties prenantes de la lutte contre la RAM sur les réseaux sociaux (Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs, professionnels de la santé humaine, animale, etc.) est une opportunité qu'il s'agira d'exploiter de manière intelligente. En effet Il est néanmoins très important d'évaluer soigneusement quels canaux des réseaux sociaux sont utilisés par le public cible, d'adopter une approche de communication en harmonie avec les centres d'intérêt des groupes ciblés. Par exemple, les plateformes de commerce en ligne utilisées par les agriculteurs pour vendre et acheter des biens sont un espace important pour publier l'information sur la RAM<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> FAO, Améliorer les communications sur la résistance aux antimicrobiens (RAM) en Afrique : Comment aller de l'avant ? Synthèse de la consultation en ligne no 16 du 02.06.2020 au 30.06.2020



Concernant la téléphonie mobile, c'est un canal assez efficace pour passer instantanément une information et avoir le feedback, la téléphonie mobile contribue à passer des messages urgents, le plus rapidement possible.

Des lignes vertes permettent aux participants de donner leurs feedbacks (questions, expressions de satisfaction, plaintes, informations sécuritaires) ; des messages vocaux ciblés, adressés notamment aux participants à des activités venant renforcer leurs connaissances.

Le téléphone peut servir à garder le contact entre les prestataires de la santé humaine, animale et environnementale et les acteurs en leur offrant un moyen de parler de leurs préoccupations et de poser des questions.

Avec l'appui des PTF, le pays dispose d'une plateforme pour la diffusion de contenus auprès des populations ne disposant pas de l'accès à Internet et qui permet d'écouter des messages vocaux sur différents thèmes.

### **6.1.3 Communication visuelle**

La production de supports visuels de communication ; exploitée à bon escient, peut contribuer à rendre la lutte contre la RAM plus « tangible ». A cet effet, le focus sera mis dans la conception de supports imprimés ; en particulier des affiches, en divers formats ; mais aussi des vidéos dans les langues locales en utilisant des termes simples pour contribuer à rendre les messages accessibles et plus accrocheurs. Ces vidéos prendront en compte des récits captivants de personnes ayant traversé des situations difficiles du fait de la RAM afin de mieux susciter une identification et une prise de conscience de la gravité de la RAM.

Des campagnes d'affichage périodiques : aussi bien sur supports fixes (panneaux) que mobiles (bus, trains, etc.) ; combinées à une diffusion radiophonique et télévisuelle permettrons d'incruster la lutte contre la RAM dans le quotidien des Sénégalais.

### **6.1.4 Canaux de communication interpersonnels**

Les interactions entre les prestataires et les bénéficiaires des interventions des divers secteurs peuvent être des opportunités pour aborder les facteurs socio comportementaux liés à la RAM. Des thématiques sur la RAM pourraient être intégrées dans les entretiens individuels, les visites à domicile, les visites sur les lieux de travail ou les discussions de groupes pour améliorer les connaissances et susciter la perception des risques.

Certains intervenants comme les agents du SNH, les agents de santé communautaires et les auxiliaires vétérinaires pourraient être mis à profit pour intégrer la RAM aux visites à domiciles qu'ils effectuent quotidiennement.

## **6.2 La mobilisation des communautés**

Les interventions à ce niveau devraient permettre de créer une dynamique autour de la prévention de la RAM et contribuer à créer progressivement un environnement propice à l'adoption des comportements promus. Les interventions pour l'engagement des communautés dans la lutte contre la RAM pourrait revêtir diverses formes :

- Intégration de thématiques connexes à la RAM au cours de manifestations socio culturelles, selon une approche de « divertir pour éduquer » avec le théâtre, la chanson, la narration de récits de personnes ayant subi les effets de la RAM, etc.
- Prise en compte des facteurs liés à la RAM au cours de sessions de dialogue communautaire sur divers thèmes selon une approche « One Health » ;
- Partenariat avec les leaders communautaires : Chefs de quartiers, Imams, Prêtres qui peuvent valider la légitimité des comportements promus et leur conformité avec les normes sociales.
- Renforcement des capacités des acteurs pour leur permettre d'apporter leur contribution aux interventions (media, OCB, leaders, etc.).
- Intégration de la thématique RAM dans certains événements spéciaux : Journée nationale de l'élevage ; campagnes de vaccination du bétail ; foires de l'élevage ;
- Partenariat avec les organisations d'éleveurs et les organisations professionnelles.

Une attention particulière devra être accordée aux associations de femmes et de jeunes pour une appropriation des interventions de lutte contre la RAM.

Les femmes qui sont souvent actives des associations et groupements économiques dans des domaines liés à la RAM comme l'élevage, il s'agira d'encourager les appuis pour le renforcement leurs capacités et l'élaboration de plan d'action de lutte contre la RAM.

Avec les jeunes, en plus de l'intégration de la thématique dans des activités ludique, les programmes éducatifs à tous les niveaux seront mis à profit. Les enseignants bénéficieront de renforcement de capacités pour qu'ils puissent transmettre l'information sans avoir besoin de s'appuyer sur des experts externes.

### **6.3 Le Plaidoyer**

Tenant compte des facteurs structurels les plus significatifs identifiés au cours de l'analyse, les thèmes suivants de plaidoyer ont été retenus :

- Le renforcement de l'accessibilité géographique des prescripteurs habilités ;
- Le renforcement du dispositif de contrôle des antimicrobiens à l'entrée et au niveau des marchés ;
- Renforcement des moyens de contrôle pour limiter la libre circulation de médicaments et produits dans des lieux de vente non habilités (les marchés, boutiques, etc.) ;
- La définition de critères pour l'obtention de l'agrément de grossistes, vendeurs ou revendeurs de produits phytosanitaires et d'engrais
- Plaidoyer auprès des autorités locales et territoriales pour la mise en place de systèmes de collecte de médicaments usagés ou périmés,
- La prise en charge de la RAM dans la législation vétérinaire

### **6.4 Le Renforcement des capacités**

La recherche formative a mis en évidence le déficit d'information sur la RAM pour l'essentiel des parties prenantes. La caractère multisectoriel et multidimensionnel de la RAM implique un approche au cas par cas sur la base des besoins en rapport avec les rôles et responsabilités.

Ainsi, les parties prenantes clés dans la mise en œuvre des interventions de CSC devront bénéficier de renforcement de capacités. Il s'agit de :

- Des praticiens (les médecins, infirmiers, sages femmes, vétérinaires, acteurs communautaires de soins, agents techniques d'élevage, ingénieurs des travaux d'élevage, auxiliaires vétérinaires, les phytopathologistes (ingénieurs agronomes, ingénieurs des travaux, agents techniques d'agriculture, agents techniques horticoles, etc.)
- Vendeurs de médicaments et produits : pharmaciens, vendeurs informels de médicaments, grossistes et revendeurs de produits/intrant agricoles, phytosanitaires, engrais et aliments d'animaux.
- Les Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs ;
- Les forces défenses et de sécurités : les douaniers, les gendarmes, les policiers, les contrôleurs aux enquêtes économiques et autres agents de l'Etat, les conservateurs, les agents techniques des parcs, forêts et des aires marines protégées, les agents d'hygiène, etc

## VII. PLAN D'ACTION

	N° Activité	Activités	Bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Responsables	Autres parties prenantes
<b>Communication interpersonnelle</b>	Activité 1	Organiser XXXX visites sur les lieux de travail pour sensibiliser les vendeurs de médicaments et produits en rapport avec la RAM sur les normes d'entreposage	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 2	Organiser XXXX visites sur les lieux de travail pour sensibiliser les agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs sur les médicaments et produits en rapport avec la RAM sur les normes d'entreposage	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							
	Activité 3	Appuyer l'organisation par des praticiens (santé, élevage, agriculture, environnement) de causeries éducatives avec les agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs pour promouvoir des bonnes pratiques susceptibles de minimiser la RAM	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							
	Activité 4	Appuyer les agents du Service National de l'Hygiène pour la prise en compte de la RAM dans les thématiques des visites à domicile	Population générale							
	Activité 5	Appuyer les agents communautaires de prévention pour la prise en compte de la RAM dans les thématiques des visites à domicile	Population générale							
<b>Communication de masse</b>	Activité 1	Appuyer la diffusion de spots et l'animation d'émissions sur la RAM radio et Tv d'envergure nationale	Praticiens							
	Activité 2	Organiser des campagnes d'affichage sur la prescription des antimicrobiens dans les structures (publiques et privées) de prise en charge (hôpitaux, centres de santé, poste de santé, les cabinets vétérinaires et les officines, etc.)	Praticiens							
	Activité 3	Organiser chaque semestre un débat TV sur la problématique de la RAM impliquant les secteurs clés	Praticiens							
	Activité 4	Appuyer la production et la diffusion d'articles, d'interviews de publiereportages, etc. sur la RAM au niveau des radios et TV nationales	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 5	Appuyer la diffusion de spots et l'animation d'émissions sur la RAM radio et Tv d'envergure nationale	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 6	Organiser des campagnes d'affichage au niveau des points de vente (publics et privés) sur la nécessité d'exiger une ordonnance de prescripteur avant de délivrer un antimicrobien	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 7	Organiser des campagnes d'affichage ciblant les agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs sur les normes d'utilisation des médicaments et produits	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							
	Activité 8	Appuyer la diffusion de spots et l'animation d'émissions sur la RAM radios communautaires dans les langues locales	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							
	Activité 9	Appuyer la production et la diffusion d'articles, d'interviews de publiereportages, etc. sur la RAM au niveau des radios et TV nationales	Population générale							

	N° Activité	Activités	Bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Responsables	Autres parties prenantes
	Activité 10	Appuyer la diffusion de spots et l'animation d'émissions sur la RAM radio et Tv d'envergure nationale	Population générale							
	Activité 11	Organiser des campagnes d'affichage sur la prescription des antimicrobiens dans les structures (publiques et privées) de prise en charge (hôpitaux, centres de santé, poste de santé, les cabinets vétérinaires et les officines, etc.)	Population générale							
	Activité 12	Organiser chaque semestre un débat TV sur la problématique de la RAM impliquant les secteurs clés	Population générale							
	Activité 13	Appuyer la production et la diffusion d'articles, d'interviews de publiereportages, etc. sur la RAM au niveau des radios et TV nationales	Agents corps de contrôle							
	Activité 14	Appuyer la diffusion de spots et l'animation d'émissions sur la RAM radio et Tv d'envergure nationale	Agents corps de contrôle							
	Activité 15	Organiser des campagnes d'affichage ciblant les agents des corps de contrôle sur le contrôle de qualité des aliments et produits	Agents corps de contrôle							
	Activité 16									
<b>Engagement communautaire</b>	Activité 1	Appuyer l'organisation de conférences sur la RAM en rapport avec les associations professionnelles	Praticiens							
	Activité 2	Organiser des sessions de dialogue sur les pratiques professionnelles et leur impact sur la RAM	Praticiens							
	Activité 3	Appuyer l'organisation de conférences sur la RAM en rapport avec les associations professionnelles	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 4	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							
	Activité 5	Organisation de conférences sur la RAM avec les organisations de femmes et de jeunes	Population générale							
<b>Media sociaux</b>	Activité 1	Diffuser des messages de sensibilisation sur la RAM dans les groupes WhatsApp existant de chaque corporation (Santé, Elevage, Agriculture, Environnement)	Praticiens							
	Activité 2	Diffuser les messages de sensibilisation sur la RAM à travers les comptes Facebook existant (Santé, Elevage, Agriculture, Environnement)	Praticiens							
	Activité 3	Diffuser des messages de sensibilisation sur la RAM dans les groupes WhatsApp existant des vendeurs et produits	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 4	Diffuser des messages de sensibilisation sur la RAM dans les groupes WhatsApp existant des agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							

	N° Activité	Activités	Bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Responsables	Autres parties prenantes
	Activité 5	Diffuser des messages de sensibilisation sur la RAM dans les groupes WhatsApp suivis par un nombre important de personnes	Population générale							
	Activité 6	Diffuser des messages de sensibilisation sur la RAM dans les groupes WhatsApp existant des corps de contrôle	Agents corps de contrôle							
<b>Plaidoyer</b>	Activité 1	Mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour le renforcement de l'accessibilité géographique des prescripteurs habilités dans chaque r	Praticiens							
	Activité 2	Mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour la prise en charge de la RAM dans la législation vétérinaire	Praticiens							
	Activité 3	Mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour le renforcement des moyens de contrôle pour limiter la libre circulation de médicaments et produits dans des lieux de vente non habilités (les marchés, boutiques, etc.) ;	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 4	Mettre en œuvre un plan de plaidoyer la définition de critères pour l'obtention de l'agrément de grossistes, vendeurs ou revendeurs de produits phytosanitaires et d'engrais	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 5	Mettre en œuvre un plan de plaidoyer auprès des autorités locales et territoriales pour la mise en place de systèmes de collecte de médicaments usagés ou périmés	Population générale							
	Activité 6	Le renforcement du dispositif de contrôle des antimicrobiens à l'entrée et au niveau des marchés	Agents corps de contrôle							
<b>Renforcement de capacités</b>	Activité 1	Organiser des Journées scientifiques et Conférences (ORMICI) pour partager les résultats des différentes études sur la RAM au moins 2 fois par an	Praticiens							
	Activité 2	Renforcer les capacités des praticiens sur la communication interpersonnelle intégrant la problématique de la RAM	Praticiens							
	Activité 3	Organiser des Journées scientifiques et Conférences pour partager les résultats des différentes études sur la RAM au moins 2 fois par an	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 4	Renforcer les capacités des praticiens sur la communication interpersonnelle intégrant la problématique de la RAM	Vendeurs de médicaments et produits							
	Activité 5	Renforcer les capacités des leaders d'associations sur la prévention de la RAM	Agriculteurs, maraichers, Eleveurs, Eleveurs							
	Activité 6	Renforcer les capacités des agents communautaires de prévention sur la RAM pour l'intégration de la RAM dans les activités de proximité	Population générale							

	N° Activité	Activités	Bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Responsables	Autres parties prenantes
	Activité 7	Renforcer les capacités des leaders des Associations culturelles et sportives pour la prise en compte de la RAM dans leurs interventions	Population générale							
<b>Activités transversales</b>	Activité 1	Organiser une rencontre multisectorielle des secteurs de la santé, hydraulique et Aménagement du Territoire								
	Activité 2	Organiser une revue annuelle nationale des interventions de lutte contre la RAM								
	Activité 3	Produire les supports de communication pour appuyer les interventions de lutte contre la RAM (Audio, Audiovisuels, Imprimés, promotionnels, etc.)								
	Activité 4	Renforcement des capacités des professionnels des media sur la RAM								
	Activité 5	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM								
	Activité 6	Renforcement des capacités des acteurs de l'éducation sur la RAM								
	Activité 7	Produire et diffuser des supports (articles, interviews, spots, émissions, publiereportages, etc.) au cours de la semaine de lutte contre la RAM								

## **VIII. SUIVI ET ÉVALUATION ET GESTION DES CONNAISSANCES**



## IX. BUDGET

RUBRIQUES	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
<b>Interventions transversales</b>						
Production supports audiovisuel, Imprimés et promotionnels	75 000 000	20 000 000	10 000 000	5 000 000	10 000 000	120 000 000
Diffusion media de masse (Tv, Radio, affichage)	200 000 000	200 000 000	100 000 000	75 000 000	75 000 000	650 000 000
<b>Total</b>	<b>275 000 000</b>	<b>220 000 000</b>	<b>110 000 000</b>	<b>80 000 000</b>	<b>85 000 000</b>	<b>770 000 000</b>
<b>Communication de masse</b>						
Contractualisation avec les radios communautaires (spots et émission 100 radios)	75 000 000	75 000 000	75 000 000	40 000 000	40 000 000	305 000 000
Campagnes d'affichage	50 000 000	22 000 000	22 000 000			94 000 000
Affichage au niveau local	10 000 000	10 000 000	5 000 000	2 000 000	2 000 000	29 000 000
<b>Total</b>	<b>135 000 000</b>	<b>107 000 000</b>	<b>102 000 000</b>	<b>42 000 000</b>	<b>42 000 000</b>	<b>428 000 000</b>
<b>Interventions communautaires</b>						
Appui aux acteurs pour les interventions de proximité (3.000000 f par département)	189 000 000	189 000 000	189 000 000	189 000 000	189 000 000	945 000 000
Semaine Mondiale de la RAM	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	150 000 000
Appui aux régions Semaine de la RAM	42 000 000	42 000 000	42 000 000	42 000 000	42 000 000	210 000 000
Sessions de dialogue communautaire	63 000 000	63 000 000	63 000 000	63 000 000	63 000 000	315 000 000
Journées d'échanges avec les associations	63 000 000	63 000 000	63 000 000	63 000 000	63 000 000	315 000 000
Appui communication locale pour les campagnes nationales	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000
<b>Total</b>	<b>392 000 000</b>	<b>392 000 000</b>	<b>392 000 000</b>	<b>392 000 000</b>	<b>392 000 000</b>	<b>1 960 000 000</b>
<b>Renforcement des capacités des acteurs</b>						
Formations acteurs communautaires		75 000 000	50 000 000	0	0	125 000 000
Orientation des agents des services techniques sur la communication interpersonnelle et la RAM	50 000 000	50 000 000	0	0	0	100 000 000
Formation des professionnels des média	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	60 000 000
<b>Total</b>	<b>70 000 000</b>	<b>145 000 000</b>	<b>70 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>266 000 000</b>
<b>Plaidoyer</b>						

RUBRIQUES	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Elaboration plans de plaidoyer	5 000 000	5 000 000	0	0	0	10 000 000
Mise en œuvre plans de plaidoyer	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0	0	30 000 000
<b>Total</b>	<b>15 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 000 000</b>
<b>Coordination Suivi &amp; Evaluation</b>						
Réunions de coordination	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000
Revue semestrielles et annuelles	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	120 000 000
Evaluations qualitatives rapides			20 000 000			20 000 000
Evaluation finale					50 000 000	50 000 000
<b>Total</b>	<b>29 000 000</b>	<b>29 000 000</b>	<b>49 000 000</b>	<b>29 000 000</b>	<b>79 000 000</b>	<b>215 000 000</b>
<b>TOTAL PAR AN</b>	<b>887 000 000</b>	<b>879 000 000</b>	<b>684 000 000</b>	<b>514 000 000</b>	<b>519 000 000</b>	<b>3 464 000 000</b>

Références

Annexes